

Promulgation de la Loi française de transition énergétique pour la croissance verte

Reprise d'une étude sur la croissance verte et débat par rapport à la décroissance

[Jacques HALLARD](#), Ingénieur CNAM – Site [ISIAS](#) – 22 mars 2016

Un travail parlementaire très laborieux a finalement été finalisé en 2015 avec la publication d'une loi spécifique dite « de transition énergétique pour la croissance verte » que nous introduisons ici, avant de reprendre un texte publié le 07 janvier 2014 et intitulé « ISIAS Economie Ecologie Croissance verte - Qu'entend-on par croissance verte ? Débat par rapport à la décroissance », texte qui avait disparu accidentellement de notre site [ISIAS](#) en mai 2015.

Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte



Document officiel 'Vie Publique - Au cœur du débat public' du 18 08 2015.

Où en est-on ?

La loi a été promulguée le 17 août 2015. Elle a été publiée au [Journal officiel](#) du 18 août 2015. Saisi d'un recours déposé le 23 juillet 2015 par au moins soixante sénateurs et au moins soixante sénateurs le Conseil constitutionnel avait dans sa décision du 13 août 2015 censuré trois articles.

Le texte définitif du [projet de loi](#) avait été adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale le 22 juillet 2015. Après désaccord de la commission mixte paritaire, le projet de loi avait été adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale le 26 mai 2015 et le 15 juillet 2015 par le Sénat.

Présenté en [Conseil des ministres](#) le 30 juillet 2014 par Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du [développement durable](#) et de l'énergie, il avait été adopté en première lecture, avec modifications, par l'Assemblée nationale le 14 octobre 2014, puis avec modifications, par le Sénat, le 3 mars 2015. La procédure d'urgence avait été engagée par le [gouvernement](#) le 5 septembre 2014.

- [préparation - impact](#)
- [processus législatif](#)
- [évaluation](#)

De quoi s'agit-il ?

La loi fixe les objectifs de la transition énergétique. Les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de 40% à l'horizon 2030 et divisées par quatre d'ici 2050. La

consommation énergétique finale sera divisée par deux en 2050 par rapport à 2012 et la part des énergies renouvelables sera portée à 32% en 2030.

Le texte met l'accent sur la rénovation thermique des bâtiments et la construction de bâtiments à haute performance énergétique. Afin d'atteindre l'objectif de 500 000 rénovations lourdes par an d'ici 2017, des dérogations aux règles d'urbanisme vont, par exemple, être prévues pour les travaux d'isolation par l'extérieur. En outre, dans les copropriétés, les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique sur les parties communes seront soumis à un vote à la majorité des voix exprimées (et non plus à la majorité des voix de tous les copropriétaires).

Des mesures sont prévues pour favoriser le développement des véhicules propres :

- installation de sept millions de bornes de recharge pour véhicules électriques,
- création d'une prime au remplacement d'un vieux véhicule diesel par un véhicule bénéficiant du bonus écologique. Son montant sera conditionné aux ressources,
- renouvellement des flottes de l'État et de ses établissements publics avec au moins 50% de véhicules propres.

La loi plafonne à 63,2 Gigawatts la production d'électricité d'origine nucléaire et fixe la part du nucléaire dans l'électricité à 50% en 2025 (elle est actuellement de 75%). Il renforce la sûreté nucléaire et l'information des citoyens sur le nucléaire. En nouvelle lecture, la Sénat a refusé de fixer une date butoir. L'objectif de réduire à terme la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% est conservé mais sans déterminer de date pour atteindre cet objectif.

La loi prévoit de multiplier par deux d'ici 2030 la part de la production d'énergies renouvelables pour diversifier les modes de production d'électricité et renforcer l'indépendance énergétique de la France.

Un fonds doté de 1,5 milliard d'euros sera créé pour soutenir les initiatives locales en matière de transition énergétique et d'économie circulaire.

Les collectivités locales et les entreprises pourront bénéficier d'un nouveau "prêt transition énergétique et croissance verte" versé par la Caisse des dépôts et consignations.

La loi prévoit la création d'un chèque énergie, versé sous condition de ressources, et réservé aux achats d'énergie (quelle que soit l'énergie de chauffage) ou d'amélioration de l'efficacité énergétique du logement.

Une programmation pluriannuelle de l'énergie établira les priorités d'action de l'État pour la gestion de l'ensemble des énergies.

L'interdiction d'utilisation des phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts pour les personnes publiques qui était fixée au 1er janvier 2020 est avancée au 31 décembre 2016.

A compter du 1er janvier 2016, sont interdits les sacs de caisse en matières plastiques à usage unique destinés à l'emballage de marchandises au point de vente. A partir du 1er janvier 2020, il est mis fin à la mise à disposition des gobelets, verres et assiettes jetables

de cuisine pour la table en matière plastique, sauf ceux compostables en compostage domestique et constitués, pour tout ou partie, de matières biosourcées.

Un amendement vise à réprimer l'obsolescence programmée des produits. Ainsi le fait de raccourcir intentionnellement la durée de vie d'un produit sera considéré comme une tromperie.

La date à partir de laquelle les fournisseurs d'électricité, de chaleur ou de gaz peuvent procéder, dans une résidence principale, à l'interruption, pour non-paiement des factures, de la fourniture d'électricité, de chaleur ou de gaz est reportée du 15 au 31 mars.

Un critère minimal de performance énergétique est introduit parmi les critères de décence des logements.

Le texte amendé prévoit également la création d'un carnet numérique de suivi et d'entretien obligatoire à compter du 1 janvier 2017 pour tous les immeubles privés neufs à usage d'habitation.

Un amendement gouvernemental crée un fonds de garantie pour la rénovation énergétique qui aura pour objet de faciliter le financement des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements.

Les bâtiments privés résidentiels devront faire l'objet, à l'horizon 2030, d'une rénovation leur permettant d'atteindre une consommation moyenne en énergie primaire inférieure à 330 kilowattheures par mètre carré et par an.

Le texte amendé permet aux maires de créer partout dans leur commune des zones à vitesse de circulation réduite à 30 km/h.

En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale revient à la version initiale du texte fixant à 2025 la date butoir pour ramener de 75 à 50 % la part du nucléaire dans la production. La puissance totale du parc électronucléaire est plafonnée à son niveau actuel, soit 63,2 gigawatts, et non pas à 64,85 gigawatts, comme l'avait voté le Sénat en première lecture.

De même la distance minimale à respecter entre une éolienne et des habitations est ramenée à 500 mètres (le Sénat avait fixé la distance minimale à 1 000 mètres entre une éolienne dont la hauteur dépasse 50 mètres et les habitations).

Par ailleurs pour lutter contre le gaspillage alimentaire, il sera désormais interdit aux distributeurs du secteur alimentaire de rendre leurs invendus impropres à la consommation. Les moyennes et grandes surfaces de plus 400 mètres carrés auront l'obligation de conclure une convention avec une association caritative afin de faciliter les dons alimentaires.

Enfin le texte amendé prévoit la création d'une indemnité kilométrique vélo pour les trajets des salariés entre leur domicile et leur travail. Cette indemnité sera exonérée de cotisations sociales, dans la limite d'un montant fixé par décret.

En lecture définitive, l'Assemblée nationale fixe comme objectif de quadrupler la contribution climat énergie entre 2016 et 2030. Elle passera de 22 euros la tonne de CO₂ à 100 euros.

Dans sa décision du 13 août 2015, le Conseil constitutionnel a censuré les articles concernant la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels, la réduction des gaz à effet de serre dans la grande distribution et les règles de composition du capital des éco-organismes ainsi que plusieurs dispositions relatives au gaspillage alimentaire.

La loi française de transition énergétique pour la croissance verte - 29
septembre 2015 - Énergie, Air et Climat - Direction générale de l'énergie et du climat -
Format A5, 28 pages.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a été promulguée le 17 août 2015. Cette brochure est conçue comme un mode d'emploi des mesures et des plans d'action de la loi, secteur par secteur. Citoyens, entreprises, territoires, à chacun de s'en saisir pour agir concrètement, pour gagner du pouvoir d'achat en réduisant les factures d'énergie, pour mieux protéger la planète et pour saisir les chances d'une croissance verte. Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-loi-de-transition-energetique,40337>

Télécharger :

[La loi de transition énergétique pour la croissance verte \(PDF - 2.1 Mo\)](#)
[Energy transition for green growth act \(PDF - 3.2 Mo\)](#)

LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte promulguée au JORF n°0189 du 18 août 2015

Titre Ier : DÉFINIR LES OBJECTIFS COMMUNS POUR RÉUSSIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, RENFORCER L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE ET LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE, PRÉSERVER LA SANTÉ HUMAINE ET L'ENVIRONNEMENT ET LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Titre II : MIEUX RÉNOVER LES BÂTIMENTS POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE, FAIRE BAISSER LES FACTURES ET CRÉER DES EMPLOIS.

Titre III : DÉVELOPPER LES TRANSPORTS PROPRES POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR ET PROTÉGER LA SANTÉ.

Titre IV : LUTTER CONTRE LES GASPILLAGES ET PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : DE LA CONCEPTION DES PRODUITS À LEUR RECYCLAGE.

Titre V : FAVORISER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR DIVERSIFIER NOS ÉNERGIES ET VALORISER LES RESSOURCES DE NOS TERRITOIRES.

Titre VI : RENFORCER LA SÛRETE NUCLÉAIRE ET L'INFORMATION DES CITOYENS.

Titre VII : SIMPLIFIER ET CLARIFIER LES PROCÉDURES POUR GAGNER EN EFFICACITÉ ET EN COMPÉTITIVITÉ.

Titre VIII : DONNER AUX CITOYENS, AUX ENTREPRISES, AUX TERRITOIRES ET À L'ÉTAT LE POUVOIR D'AGIR ENSEMBLE. Pour tous les détails :

[Télécharger le document en RTF \(poids < 1Mo\)](#)

[Extrait du Journal officiel électronique authentifié \(format: pdf, poids : 1.07 Mo\)](#)

[Télécharger le document en RDF \(format: rdf, poids < 1 Mo\)](#)

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385&categorieLien=id>

Introduction de notre [article précédent sur la croissance verte](#) [disparu accidentellement du site ISIAS en mai 2015].

Alors que la notion de décroissance a fait l'objet, depuis le début des années 1970, de nombreux écrits, présentations et discussions, aussi bien dans les mouvements associatifs que dans les cercles académiques, le concept de croissance verte s'est mis en place plus récemment : c'est vers la fin des années 2000 que des textes ont été diffusés et que des prises de position se sont exprimées, apparemment dans les milieux des dirigeants politiques et comme une mise en forme programmatique en vue de contribuer à un [développement durable](#), avec une plus forte visée de nature écologique.

Il semble utile de mettre cela en perspective pour examiner quelques réalisations concrètes sur des territoires, pour bien discerner les termes souvent opposés de croissance verte et de décroissance, et aussi pour rechercher les voies et moyens d'actions concrètes afin de contribuer à la [transition écologique](#) qui s'avère indispensable et urgente dans tous les domaines des activités humaines et à l'échelle planétaire.

Plan [Article « ISIAS Economie Ecologie Croissance verte - Qu'entend-on par croissance verte ? Débat par rapport à la décroissance » du 07 janvier 2014].

1. [Une notion d'abord exprimée par des gouvernants et des politiciens](#)
2. [Des institutions internationales et nationales se sont mises au travail](#)
3. [La croissance verte pourvoyeuse de nouveaux et nombreux emplois ?](#)
4. [Quelques réalisations exemplaires sur des villes et territoires européens](#)
5. [Le cas du Danemark engagé en Europe et dans le monde](#)
6. [Un courant d'opinion et des personnalités qui prônent la décroissance](#)
7. [Une convergence est-elle possible entre croissance verte et décroissance ?](#)

[Conclusion](#) (révisée)

[Accès à d'autres sources actualisées sur la croissance verte](#)

Avant-propos

Ce travail repose essentiellement sur une recherche documentaire à but pédagogique, portant sur les notions de [croissance verte](#) et de [décroissance](#) : il emprunte et présente des informations et une sélection d'études et d'analyses provenant de

différentes sources : politiques, académiques, administratives, journalistiques, ainsi que des militant(e)s de la société civile. Il constitue une trame du développement historique et progressif de ces notions, indiquant ce qu'elles sous-entendent pour ceux et celles qui les utilisent dans leur contexte propre et dans divers territoires et pays.

1. Une notion d'abord exprimée par des gouvernants et des politiciens

« **Bas carbone, croissance verte** » (*Low-Carbon, Green Growth*) - Selon Wikipédia, « Bas carbone, croissance verte » (*Low-Carbon, Green Growth*) : c'est la désignation d'un programme de relance économique de la **Corée du Sud**, annoncé par son président de la République, **Lee Myung-bak**, en août 2008. C'est le plus ambitieux des plans de relance gouvernementaux actuels basés sur les **énergies renouvelables**. Pour un financement de 38,1 milliards \$ prévus pendant les années 2009-2012, 80 % sont consacrés à la **relance « verte »** : fabrication de véhicules à émission restreinte de carbone, construction de logements verts, protection de l'environnement, réseaux de transport verts¹. Un gouvernement à tendances autoritaires a ainsi mis en route un programme qui semble très prometteur pour l'environnement, susceptible de relancer la croissance économique et de diminuer les **émissions de carbone**, et générateur d'emplois. En fait il s'agit, entre autres raisons, d'une option dictée par les craintes liées à la dépendance énergétique de ce pays. Comme l'a remarqué le président Lee Myung-bak lorsqu'il a annoncé l'adoption de ce programme: « La nation ne produit pas une seule goutte de pétrole, et cette réalité constitue à la fois une opportunité et un défi. »². Certains aspects de ce programme surprennent, en particulier le projet de construire 14 nouvelles centrales nucléaires jusqu'en 2030³. Les grands travaux hydrauliques prévus pour quatre grands fleuves rencontrent des oppositions et le budget respectif n'a pas été accepté par les partis en octobre 2010⁴. Au lieu d'une « croissance verte », ce projet provoquerait, d'après les critiques des organisations écologistes de ce pays, une « **croissance grise** * »⁵.

Références consultables à la source Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C2%AB_Bas_carbone,_croissance_verte_%C2%BB_%28_Low-Carbon,_Green_Growth%29

Le qualificatif de « **croissance grise** », cité dans l'article introductif ci-dessus, se réfère en général au vieillissement une population sur un territoire donné. Pour mieux qualifier la croissance dont il est question ici, il faudrait mieux employer les termes de « **croissance brune** » ou encore de « **croissance noire** ». Ces termes sont présentés sur le blog 'Frappes chirurgicales – Des idées qui font des petits', de Thibault De La Motte dans un papier intitulé « **La croissance verte : nouveau mythe ?** », auquel nous empruntons ce passage :

« Qu'est-ce que la croissance verte ? ». C'est précisément une des questions à laquelle l'économiste canadien Peter A. Victor s'est attaché à répondre. J'ai assisté à une conférence suivie d'un séminaire qu'il a donné à Louvain la Neuve ce lundi et mardi 27 et 28 septembre 2010, ce qui m'a donné l'occasion de réfléchir à la question. Dans un article récent (1), il définit la « **croissance verte** » comme « l'intensité (de

l'économie) qui diminue plus vite que l'augmentation de (sa) taille » - « *intensity that declines faster than scale increases* ». A partir de cette définition, il élabore celle de « **croissance brune** » (« *brown growth* ») : lorsque l'intensité de l'économie diminue moins vite que l'augmentation de sa taille - *when intensity declines more slowly than increases in scale*. Enfin, de ces deux définitions découle celle de « **croissance noire** » (« *black growth* ») : lorsque la taille et l'intensité de l'activité économique augmentent - *when both scale and intensity increase*. La mesure de la taille de l'économie est le PIB, la mesure conventionnelle de la croissance dans son acceptation. L'intensité fait quant à elle référence à l'input en termes de matière et d'énergie requis pour produire ce PIB.

Au-delà de ces définitions qui sont à priori fort utiles et nous en font voir de toutes couleurs, l'article de 2010 « vaut le détour ». Références et article complet sont à lire sur : http://thibaultdelamotte.wordpress.com/2010/09/30/la-croissance-verte-nouveau-mythe/?blogsub=confirming#blog_subscription-3

La « Croissance Verte », un nouvel Eldorado ? - Document diffusé par 'Agora Vox' émanant de [Vive la République \(son site\)](#), mercredi 24 décembre 2008 -

« En pleine récession économique mondiale, une idée est en train de prendre corps : notre salut viendra de la révolution écologique en préparation dans de nombreux pays. Alors que l'économie industrielle et financière classique marque le pas, les politiques et les investissements respectueux de l'environnement sont prêts à prendre le relais. C'est en tous cas le discours des partisans de la Croissance Verte, qui s'oppose en quelque sorte à la classique « décroissance » prônée par beaucoup d'autres militants écologistes. Ainsi, Jean-Louis Borloo de déclarer récemment que le respect de l'environnement n'était plus une contrainte, mais une opportunité. Un nouvel Eldorado en quelque sorte ? »

Les externalités environnementales ont un impact négatif sur la croissance mondiale

Externalité - Introduction d'un article de Wikipédia « **L'externalité** caractérise le fait qu'un agent économique crée par son activité un **effet externe** en procurant à autrui, sans contrepartie monétaire, une utilité ou un avantage de façon gratuite, ou au contraire une désutilité, un dommage sans compensation. De la sorte, un [agent économique](#) se trouve en position d'influer consciemment ou inconsciemment sur la situation d'autres agents, sans que ceux-ci soient [partie prenantes](#) à la décision : ces derniers ne sont pas forcément informés et/ou n'ont pas été consultés et ne participent pas à la gestion de ses conséquences par le fait qu'ils ne reçoivent (si l'influence est négative), ni ne paient (si l'influence est positive) aucune [compensation](#).

En résumé : « *Tout coûte, mais tout ne se paie pas* » ²

Article complet à lire sur : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Externalit%C3%A9>

« Avant toute chose, il s'agit de bien définir ce dont on parle : la 'Croissance Verte', si l'on suit le Ministre d'Etat [Jean-Louis Borloo](#) [Ministre français de 2002 à 2010] dans ses propos, consiste en un surcroît de croissance du fait d'investissements écologiquement responsables par rapport à une situation où il n'y aurait pas de problèmes dus au réchauffement climatique ou à l'épuisement des ressources naturelles. En clair, il ne s'agit pas ici de comparer une situation où l'on cherche à préserver la nature à une situation où l'on ne ferait rien. Ainsi, on peut parfaitement être préoccupé de la lutte

contre le réchauffement climatique sans croire pour autant à la croissance verte, de même qu'on peut parfaitement croire à la croissance verte sans être intéressé plus que cela par la dégradation de l'environnement ».

« A priori, si l'on schématise à outrance, on peut dire que l'économie est un système à l'intérieur duquel les acteurs cherchent à maximiser leur richesse, leur prospérité, que l'on rassemble généralement sous la notion de croissance économique. Le réchauffement climatique et les autres problématiques environnementales qui ont émergé ces dernières années peuvent être considérés comme des contraintes supplémentaires sur ce système, ce que l'on appelle généralement des externalités négatives. Dès lors, comment les acteurs économiques pourraient-ils trouver un meilleur optimum en présence de ces nouvelles contraintes ? Bien entendu, le monde ne se réduit pas à une fonction à plusieurs variables à optimiser et la présentation qui vient d'être faite est certainement trop sommaire, elle permet néanmoins de poser le problème et de montrer que l'idée de Croissance Verte ne va pas de soi. La complexité de la réalité ne doit pas être une raison pour nous éloigner des idées simples en économie ».

« On peut commencer à raisonner sur un exemple simple, le captage et le stockage de CO₂ sur les centrales électriques (au charbon principalement). Cette technologie est l'une des principales réponses au problème des émissions de gaz à effet de serre, on peut même dire que si elle ne se met pas en place rapidement de façon généralisée, ces émissions ne pourront qu'augmenter dans les années à venir. Ce système consiste à séparer le CO₂ des autres gaz relâchés par la centrale puis de l'orienter vers des réserves géologiques dont il ne sortira pas. Pour cela, on utilise une partie conséquente de l'énergie produite par la centrale, ce qui dégrade significativement son rendement, et on est amené à construire des pipelines de CO₂ : toutes ces mesures ont un coût qui sera nettement supérieur à zéro quelque soient les avancées technologiques des années à venir. L'objet des recherches en cours consiste précisément à réduire ce surcoût autant que faire se peut. On comprend bien que le captage et le stockage du carbone, s'il est absolument indispensable dans les années à venir pour lutter contre le réchauffement climatique, se traduira par des coûts très importants et aura donc un impact négatif sur la croissance économique ».

« La problématique de l'épuisement des ressources amène peu ou prou aux mêmes conclusions : nous vivons globalement dans un monde où les matières premières, en particulier les hydrocarbures, ne sont pas chers et relativement abondants et nous entrons dans le monde de la rareté, où les matières premières les plus rares ou les plus recherchées verront inexorablement leur prix monter. Si aucun substitut n'est trouvé à ces matières premières, la diminution des ressources (et donc l'augmentation des prix) viendra donc peser significativement sur la croissance mondiale (même si la situation sera contrastée entre les pays importateurs et exportateurs de pétrole), si d'autres sources énergie sont progressivement utilisées en substitution (énergies renouvelables), alors elles coûteront plus cher que les matières fossiles à leur prix actuel et pèseront alors également sur la croissance ».

« Pour justifier l'idée de croissance verte, il faut faire l'hypothèse que l'énergie alternative qui va être utilisée puisse devenir compétitive, c'est-à-dire moins chère que ne l'est le pétrole aujourd'hui. On peut être sceptique sur ce point pour au moins deux raisons : la première c'est le principe d'économie qui guide les sociétés humaines, si le développement de ces deux derniers siècles s'est fait avec le charbon et le pétrole, c'est

certainement parce qu'il s'agit des sources d'énergie les moins chères à exploiter. Rappelons au passage que c'est lors de la révolution industrielle que les moulins à vent ont été peu à peu abandonnés. La seconde, c'est que les hydrocarbures sont le résultat du travail réalisé par le soleil sur la matière organique pendant des millions d'années : nous profitons donc aujourd'hui des bénéfices d'une énergie dont nous n'avons pas eu à supporter le coût, ce qui la rend particulièrement compétitive. On peut néanmoins espérer que l'augmentation de notre niveau technologique rende accessible à un coût modique des sources d'énergie qui ne l'étaient pas jusque là (vent, soleil, uranium 238, ...) »

[Concernant l'uranium 238, nous invitons les lecteurs à prendre connaissance d'un autre point de vue à propos des coûts réels de l'énergie nucléaire en France : « Non seulement l'énergie nucléaire française est loin d'être aussi sûre qu'on le laisse entendre, mais, économiquement, c'est un euphémisme de dire qu'elle est également loin d'être rentable. Voir l'article complet intitulé "[Les coûts réels de l'énergie nucléaire en France](#)" par [Susie Greaves](#) ; traduction et compléments de Jacques Hallard.]

Mais reprenons le cours de l'article commencé « Une autre justification possible de la croissance verte tient à la non-rationalité des acteurs. En effet, rien n'indique qu'en l'absence de contrainte environnementale, ces acteurs économiques parviennent à atteindre un optimum. En braquant les projecteurs sur la problématique climatique ou sur l'épuisement des ressources, les pouvoirs publics peuvent donc espérer rendre le marché plus efficient. Telle est la philosophie des eco-prêts à taux zéro où l'Etat accepte de prêter à des ménages qui décident d'investir dans l'isolation de leur logement, en se faisant rembourser sur les économies d'énergie réalisées. Une fois le remboursement effectué, la situation est donc à peu près neutre pour l'Etat et elle est meilleure pour les ménages, d'où un gain collectif qui doit se traduire par un impact favorable sur la croissance économique. Ce raisonnement est tout de même conditionné au coût de l'investissement à réaliser et au prix de l'énergie : toute mesure qui consiste à réduire la consommation d'énergie n'en est pas viable économiquement pour autant. Pour prendre un exemple caricatural, demander à un individu de pédaler la moitié de la journée pour économiser une partie de l'énergie qu'il consomme n'est vraisemblablement pas une idée pertinente quelle que soit l'évolution des prix de l'énergie ».

« Les pratiques écologiquement responsables sont également réputées tirer un meilleur usage des ressources à disposition, limitant ainsi leur gaspillage. Le tri et le recyclage sont évidemment des pratiques vertueuses, qui ont certainement un impact favorable sur la croissance quoi qu'il ne faille pas en ignorer les coûts. Il n'en va pas de même de l'agriculture biologique qui consiste précisément à tirer un moins bon usage de la ressource (les surfaces cultivables) en réduisant les rendements * au moment même où ces surfaces diminuent à l'échelle mondiale et que la population s'accroît. L'impact de ces politiques ne saurait donc avoir un impact favorable sur la croissance puisqu'elles diminuent la productivité * ».

[* On peut réviser cette idée reçue en prenant notamment connaissance d'autres conclusions dans les articles suivants :

- **“Une agriculture biologique et sans OGM pour nourrir le monde”** par le Dr. Mae-Wan Ho ; traduction et compléments de Jacques Hallard : « Un groupe international

de 400 chercheurs scientifiques lance un appel pour des changements fondamentaux dans les pratiques agricoles. Ce groupe dissipe la propagande agressive exercée par certaines grandes entreprises transnationales. Un changement fondamental dans les pratiques agricoles est nécessaire pour contrer la flambée des prix des denrées alimentaires, la faim, les inégalités sociales et les catastrophes écologiques. Les cultures de plantes génétiquement modifiées (OGM) sont très controversées et elles ne joueront pas un rôle important pour relever les défis des changements climatiques, de la perte de la biodiversité, des famines et de la pauvreté. Au lieu de cela, les petites structures agricoles et les méthodes agroécologiques sont la voie à suivre, avec la prise en compte des connaissances autochtones et locales qui jouent un rôle aussi important que la science officielle. En outre, la ruée vers les cultures pour les agrocarburants pourrait aggraver les pénuries alimentaires et la hausse des prix... » Lire l'article complet sur le site : <http://www.isias.lautre.net/spip.php?article126>

- « Une étude complète et approfondie met fin aux idées erronées selon lesquelles l'agriculture biologique ne peut pas nourrir tout le monde, parce qu'elle aboutirait à de trop faibles rendements et que les fertilisants organiques seraient insuffisants. Voir l'article '**Agriculture biologique - Economie rurale - Des chercheurs scientifiques démontrent que l'agriculture biologique peut largement alimenter le monde**, par le Dr. Mae-Wan HO (ISIS) et traduction de Jacques Hallard (ISIAS) ; accessible sur <http://www.apreis.org/docs/Agriculture%20biologique%20Economie%20rurale.pdf>]

Notion de **Décroissance** - En introduction, Wikipédia donne la définition suivante : « Le mot décroissance désigne en français deux choses :

- un [phénomène économique](#) qui touche des pays ayant connu de forts taux de [croissance économique](#) par le passé, lorsque d'autres pays (dits « [BRICS](#) » ou « [émergents](#) ») prennent la relève et accèdent à leur tour massivement à des [ressources](#) planétaires ([minéraux](#), [énergies fossiles](#), [eau](#), [sols](#), [biosphère](#)...) qui elles, n'augmentent pas ;
- un concept à la fois [politique](#), [économique](#) et [social](#) selon lequel l'accroissement permanent de la [démographie](#) mondiale et la [croissance économique](#) censée en découler, ne sont pas des bienfaits pour l'[humanité](#), mais représentent des dangers pour la paix, voire, dans les [prévisions](#) les plus pessimistes, pour la survie de l'[Homo sapiens](#) en tant qu'espèce, ce qui l'oppose au [développement durable](#). Soutenu notamment par certains mouvements [anti-productivistes](#), [anti-consuméristes](#) et [écologistes](#), ce concept de « décroissance » est occasionnellement complété par des adjectifs tels que « soutenable » ou « convivial ». Une autre appellation, plus récente, est « objection de croissance ».

Pour les « objecteurs de croissance », également appelés « décroissants » dans la presse, une réduction contrôlée de l'activité économique est la seule alternative à un [krach](#) mondial aux conséquences imprévisibles. Selon eux, les réalités physiques rendent impossible un développement économique infini : le taux de production et de consommation ne peut pas être durablement accru ni même maintenu, étant donné que

la création de richesses mesurée par les [indicateurs économiques](#) comme le [PIB](#) repose sur l'exploitation et la destruction d'un [capital naturel](#) épuisable.

Les « objecteurs de croissance » prônent donc sur le plan individuel la démarche dite de [simplicité volontaire](#) et, sur le plan global, une [relocalisation](#) des activités économiques afin de réduire l'[empreinte écologique](#) et les dépenses énergétiques.

Article complet à lire sur : http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9croissance_%28%C3%A9conomie%29

Croissance Verte ou Décroissance ? (suite du document diffusé par 'Agora Vox' émanant de [Vive la République \(son site\)](#))

« Au-delà de ces exemples sectoriels, on peut se demander si la notion de Croissance Verte n'est pas une façon trop commode de faire face au péril environnemental. C'est en tous cas la thèse défendue par certains écologistes, adeptes de la décroissance. Selon eux, la crise environnementale appelle à un changement radical de nos modes de vie et rien n'indique donc que cela permette de maintenir la croissance économique au niveau auquel nous l'avons connu ces dernières années. Il est en effet assez rassurant, pour ne pas dire confortable, de se dire que l'humanité est en mesure de répondre à l'un de ses plus grands défis en maintenant son rythme de développement. De plus, faire de la Croissance Verte l'alpha et l'oméga de toute politique environnementale, c'est prendre le risque de mettre au placard des mesures nécessaires mais qui pèseraient sur la croissance, comme la diminution générale de notre consommation ».

« Poussons en effet le raisonnement jusqu'au bout : un objectif de croissance positive stable sur les années à venir implique une augmentation exponentielle alors que le monde est fini et que certaines ressources sont rares. N'y a-t-il pas là une contradiction fondamentale entre la notion de croissance et celle de développement durable ? Bien entendu, il faut jeter un œil aux échelles de temps en jeu, car si l'épuisement de certaines ressources ne survient que dans plusieurs milliers d'années, on peut considérer qu'à l'échelle de l'humanité, en tous cas de nos sociétés, il s'agit là d'une ressource durable. Si tel n'est pas le cas, la seule solution pour maintenir une croissance stable est de la dématérialiser progressivement c'est-à-dire que le ratio PIB/(matières premières « rares » consommées) diminue significativement dans les années à venir ».

« Facile, répondra-t-on, à l'heure de l'économie de la connaissance et de l'innovation, mais rien n'est moins sûr. Jusque là, la croissance économique soutenue que nous connaissons depuis la révolution industrielle doit beaucoup à la consommation intensive (certains diront le pillage) des ressources naturelles. Les innovations (machines à vapeur, moteur à combustion,...) offrent des perspectives de croissance qui sont ensuite réalisées par la consommation « matérielle » de ressources naturelles. De nouvelles innovations permettent de rendre exploitable de la matière qui ne l'était pas, c'est le cas de l'uranium utilisés dans les réacteurs nucléaires. Dématérialiser la croissance ne consiste donc pas à se reposer sur de nouvelles innovations, il s'agit de faire en sorte que ces innovations n'aient plus besoin de « carburant » pour produire de la croissance, en tous cas qu'elles n'entraînent pas la consommation de ressources rares ».

« La désindustrialisation de ces dernières années dans les pays occidentaux pourrait faire penser que nous nous dirigeons tout droit vers une économie de service et rendrait donc possible cette dématérialisation de la croissance. Mais il s'agit là d'un trompe l'œil, en

réalité, il n'existe quasiment pas de services qui ne s'appuient au final sur une industrie : le mouvement de ces dernières années est un exemple typique de partage du travail sur le plan mondial avec les pays émergents utilisés comme atelier du monde et les pays occidentaux qui se spécialisent dans les activités de service, supposées à plus forte valeur ajoutée. La croissance mondiale de la production industrielle n'a donc pas fléchi au cours des dernières décennies, et par conséquent, l'économie ne s'est pas encore « dématérialisée ».

« Il y a un autre phénomène économique qui permet de générer de la croissance sans utiliser plus de ressource, c'est ce qu'on appelle les [bulles économiques](#) ! On définit d'ailleurs une bulle par la déconnexion entre la valeur de marché d'un bien avec sa valeur réelle. Drôle de définition quand on sait que d'après les préceptes de l'économie de marché, ces deux valeurs devraient se confondre à tout moment puisque la valeur n'existe que dans les yeux du consommateur, c'est-à-dire qu'elle est essentiellement subjective. Parler de valeur réelle, c'est chercher une interprétation objective, pour ne pas dire ... matérielle. Retournons alors le raisonnement : dématérialiser la croissance peut-il se traduire par autre chose que par l'apparition de bulles ? L'engouement actuel autour des *CleanTechs* ou des [énergies renouvelables](#) correspond-il à quelque chose de tangible ou est-on en train de préparer la prochaine bulle c'est-à-dire la prochaine crise économique ? »

La Croissance Verte : un nouveau protectionnisme ?

« Faut-il retenir de tout cela que la Croissance Verte, cela n'existe pas ? A l'échelle mondiale certainement : les investissements à mettre en œuvre pour capter et stocker le CO₂, l'utilisation de sources d'énergie non-polluantes mais plus chères aura forcément un impact négatif sur la croissance, ce qui ne remet pas du tout en cause leur caractère absolument nécessaire. Mais dès que l'on descend à l'échelle régionale ou nationale, les choses sont assez fondamentalement différentes puisque d'autres facteurs stratégiques comme l'indépendance énergétique ou les avantages compétitifs entrent en jeu. La Croissance Verte peut être une excellente opportunité pour certains pays développés, souvent mal lotis en ressources de matières premières, d'être moins dépendant des pays producteurs de pétrole ».

« C'est en tous cas le sentiment partagé par de nombreux dirigeants européens et surtout américains dont les motivations sont davantage stratégiques qu'environnementales. John Kerry, proche du nouveau Président Barack Obama affirmait très récemment à propos de l'environnement : « C'est notre futur. Là où nous pouvons nous recréer un avantage concurrentiel vis-à-vis des pays émergents. L'afflux d'investissements dans ce secteur va bouger les États-Unis beaucoup plus fondamentalement que nous ne l'imaginons ». Certains pays européens, dont l'Allemagne et le Danemark, ont choisi d'investir très tôt dans les énergies renouvelables avant de pousser fortement à des objectifs ambitieux au plan d'européen ce qui va permettre à leurs entreprises leaders sur le marché d'avoir une activité soutenue et de créer beaucoup d'emplois. Dès lors que le virage écologique semble inéluctable, il est en effet de bonne politique que d'anticiper le mouvement. Cela explique l'engouement actuel des États-Unis dans ce secteur dont ils comptent bien faire leur prochain relais de croissance après celui des nouvelles technologies. Ajoutons enfin qu'en plus de l'aspect « indépendance énergétique », certains pays industrialisés voient dans la prise de conscience environnementale un moyen détourné de lutter contre les délocalisations ou

la concurrence des pays émergents. Au nom du « dumping environnemental », la protection de la nature est donc parfois employée pour habiller certaines mesures protectionnistes afin de préserver certaines industries nationales et créer des emplois non-délocalisables ».

« Le problème, c'est que si l'externalité environnementale a un impact globalement négatif sur la croissance mondiale et que certains pays espèrent malgré tout en tirer profit, d'autres devront bien payer : les pays émergents. On comprend alors pourquoi ils sont pour l'instant réticents à tout accord international contraignant sur le sujet. De leur point de vue, le différentiel de niveau de vie entre l'Occident et eux s'explique en partie par la possibilité qu'ont eu les pays riches de polluer sans se poser de questions depuis la Révolution Industrielle : au nom de quoi viendrait-on aujourd'hui leur donner des leçons et les freiner dans leur développement économique ? S'ils sont prêts à limiter leurs émissions de CO₂, ce sera certainement en échange de transferts de technologie ou de compensation financière. Le Président tchèque Vaclav Klaus, bien que membre de l'UE a d'ailleurs donné le ton lors de la dernière conférence internationale de Poznan : « Maintenant que nous devons nous serrer la ceinture, il faut supprimer le luxe environnemental ». Toutes ces considérations expliquent pourquoi la signature d'un traité international sur les émissions de gaz à effet de serre sera si difficile à réaliser, bien qu'absolument nécessaire ».

Conclusion : contraintes et créativité

« Il convient donc d'être particulièrement vigilant face à cette notion de « Croissance Verte » qui laisserait penser qu'on peut à la fois lutter efficacement contre des externalités environnementales négatives et préserver notre modèle de croissance. En guise de maxime économique trop souvent oubliée, nous dirons qu'il est difficile d'obtenir à la fois « le beurre et l'argent du beurre ». Cela n'implique pas que les politiques environnementales ne doivent pas être poursuivies car les conséquences de l'inaction en matière environnementale pourraient être largement plus handicapantes pour l'humanité. Prendre au sérieux le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources naturelles, c'est accepter de perdre une partie de notre croissance pour bâtir un monde plus durable ».

« Pour finir sur une note plus subjective et plus optimiste, on peut dire que plutôt que de diminuer l'optimum, les contraintes peuvent parfois stimuler la créativité. C'est en particulier vrai dans l'art où elles donnent parfois un bien meilleur résultat que la liberté totale (règles du théâtre et de la poésie classique, harmonie dans la musique classique, ...). On peut donc se dire qu'il en ira de l'économie comme il en va de l'art et que l'humanité, face à un défi sans précédent, saura trouver en elle les ressources et la créativité suffisante pour le surmonter. A ce moment là, et à ce moment là seulement, on pourra parler de Croissance Verte ».

Sur le même thème

[PIB, énergie et le dogme de la croissance](#)

[La "boutique" EELV vers un dépôt de bilan politique ?...](#)

[De quoi l'écotaxe est-elle le nom?](#)

[Taxe carbone: ce leurre qui nous vient de Europe-écologie les Verts](#)

[François Hollande, Chant du cygne pour une oeuvre prématurément abandonnée !...](#)

Agoravox utilise les technologies du logiciel libre : [SPIP](#), [Apache](#), [Debian](#), [PHP](#), [Mysql](#), [FckEditor](#).- Site hébergé par la [Fondation Agoravox](#) [Mentions légales](#) [Charte de modération](#)

Source : <http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/la-croissance-verte-un-nouvel-49156>

En 2009, sous le titre **Croissance verte, mythe ou réalité ?** un débat avait eu lieu en France sur le thème de la 'Croissance verte' et la Chaîne parlementaire-Assemblée nationale et 'Le Monde.fr' proposaient de **participer** en direct à l'émission "Ça **vous** regarde", présentée par **Arnaud Ardoin**, du lundi au jeudi de 20 heures à 20 h 45 en direct sur le canal 13 de la TNT. Les invités présent étaient : : **Yves Cochet**, député Verts, **Bernard Deflesselles**, député **UMP**, **Dominique Nora**, journaliste, **Auréli Trouvé**, ATTAC-France.

Source : Le Monde.fr | 28.10.2009 à 15h29 • Mis à jour le 28.10.2009 à 15h41. Un débat à (re)découvrir à partir du site : http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2009/10/28/croissance-verte-mythe-ou-realite_1259893_3208.html

En 2009, la magazine '[Marianne](#)' [*"le goût de la vérité n'empêche pas de prendre parti" (Albert Camus)*], rapportait et présentait les propos de [Corinne Lepage](#) avec une approche assez critique en ces termes : **'Corinne Lepage croit à la croissance verte. C'est bien la seule !'** ('Marianne Mercredi 2 Septembre 2009) ; « Dans une interview donnée à RFI dimanche dernier, Corinne Lepage [*****, à cette époque] spécialiste écolo du Modem, a présenté le projet du parti. Un concentré de croissance et de libéralisme qui se contente de brasser les vieilles doctrines du PS et de l'UMP réunis. On est bien loin du développement durable ».

© Marianne, droits de reproduction réservés - Marianne - 32, rue René Boulanger - 75484 Paris cedex 10 - Tel : +33 (0)1 53 72 29 00 - Fax : +33 (0)1 53 72 29 72. Article à lire sur le site : http://www.marianne.net/Corinne-Lepage-croit-a-la-croissance-verte-C-est-bien-la-seule_a181956.html

[*****Corinne Lepage : Députée européenne [Cap 21](#), Ministre de l'Environnement (1995-1997), Présidente de [CAP 21](#), Présidente du [Rassemblement Citoyen](#), Présidente d'honneur du [CRIIGEN](#), Administratrice de Transparence International France, Vice-présidente de l'*European Cancer and Environment Research Institute (ECERI)* Gérante du cabinet Huglo-Lepage. **Mise à jour le 18 mars 2013** - Source : <http://www.ecolopedia.fr/?p=1380>].

Une étude de Jérôme Gleizes, propulsée par '[Europe Ecologie Les Verts](#)' pose la question suivante : **La croissance verte est-elle possible ?**

« La persistance d'une crise, révélée en 1973 avec le premier choc pétrolier, la fin de taux de croissance élevés en Occident, l'intensification des crises écologiques, ont amené les politiques à compléter la croissance avec des épithètes : endogène, durable, soutenable, saine, sélective, verte... Cette diversité sémantique renvoie à des registres souvent éloignés des travaux des économistes, qui ont un objectif souvent performatif. La croissance n'est plus une condition suffisante pour résoudre à la fois la question sociale et la question écologique. Parmi ces expressions, la croissance verte est celle qui a le plus

de succès mais n'est-elle pas un [oxymore](#) et sinon quelles conditions devrait-elle respecter pour être possible ? »

L'étude va vers sa fin en ces termes : « Ce n'est pas la possession d'un bien qui importe mais son usage. Cela pousse au partage, à l'invention de nouveaux rapports sociaux coopératifs. Mais cette transformation nécessite une rupture paradigmatique au sens de [Kuhn](#), comme [Keynes](#) le fit en son temps. Il faut une nouvelle analyse économique en rupture avec le paradigme croissantiste, de nouveaux instruments de mesures et de nouvelles politiques économiques adaptées. Entre le livre «Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie» de Keynes, la mise en œuvre de la comptabilité nationale mesurant le PIB, les politiques dites keynésiennes, la création de la protection sociale révolutionnant les transferts monétaires, il s'est écoulé beaucoup de temps car on ne remet pas en cause un paradigme économique dominant du jour au lendemain ».

« Pour reprendre le questionnement de [Bataille](#), les ressources ne sont pas nécessairement réductibles à de l'énergie. Si elles le sont, c'est parce que nous sommes conditionnés à consommer. Déjà en 1958, [Galbraith](#) dénonçait la notion supposée de souveraineté du consommateur en lui substituant celle de filière inversée. Depuis la consommation comme acte insatiable est devenue une norme économique et sociale imposée. A l'achat individuel d'une machine 'à laver', pourrait se substituer un achat collectif partagé d'un bien durable comme le prône l'économie de la fonctionnalité et l'économie circulaire. Ces économies sont minorées car elles ne sont pas valorisées. La logique marchande pousse à la marchandisation des sphères non marchandes du bénévolat, des relations gratuites de proximité... Les valeurs d'usage disparaissent au profit des valeurs d'échanges. La valorisation, au sens littéral du terme, des activités dans nos sociétés ne se fait qu'à travers leur marchandisation. Le PIB comptabilise très peu d'activités non marchandes, essentiellement celles de la sphère publique. Une autre forme de valorisation que marchande doit s'imposer ».

« Mais transformer le mode de production est une question essentiellement politique, de modification des rapports de force. Nous ne pouvons nous contenter du bon sens pour choisir les bonnes solutions ! La planète est aujourd'hui confrontée aux contradictions entre le temps court des marchés et le temps long de la régulation écologique, entre l'irréversibilité des processus thermodynamiques et la réversibilité des mécanismes de marché qui remettent au devant de la scène, la question de la planification. Les incitations marchandes, notamment à travers la fiscalité écologique ne suffisent pas à modifier profondément les comportements et impulser les investissements nécessaires à la transformation écologique de l'économie. Les objectifs à atteindre sont si élevés que les logiques incitatives par les prix à l'œuvre sur les marchés sont insuffisantes mais à l'inverse, une planification écologique n'aurait de sens que si elle ne se limite pas à une simple allocation optimale des ressources. Il faut qu'elle intègre une réduction programmée du volume des ressources consommées et qu'elle mette en place une économie circulaire et de la fonctionnalité où les déchets sont une ressource et une matière première, à part entière ».

« Pour conclure, la crise qui perdure depuis 2007 montre que les différentes qualifications données à la croissance ne suffisent pas à la résoudre. Tant que celle-ci, et notamment la croissance verte n'abordera pas les questions évoquées dans cet article, elle ne sera qu'une tartuferie, une impasse politique et théorique. Les causes sont profondes et tant que nous ne nous attaquons pas à celles-ci, nous resterons dans une voie sans-issue. En

repreant la typologie des crises de l'école de la régulation, ne sommes-nous pas confrontés à la pire des crises ? Celle du mode de production, c'est-à-dire une crise des différents rapports sociaux. La dernière fut le passage du féodalisme au capitalisme... La crise actuelle nous oblige à proposer des politiques économiques structurelles de rupture. Une politique qui n'aurait pas pour objectif la réduction en volume de la consommation des ressources non renouvelables, la mise en œuvre d'un modèle énergétique moins carboné et surtout économe, la protection de la biodiversité, la modification radicale de nos modes de production et de consommation, serait inefficace et la peindre en vert ne suffirait pas à la rendre performative. Ne pas le faire ne signifiera peut-être autant la fin du capitalisme mais dans ce cas, nous aurions un régime d'accumulation autoritaire, excluant une part croissante de la population mondiale. Inventons aujourd'hui, une nouvelle société viable écologiquement et socialement ».

Cette étude incontournable sur la croissance verte est à lire dans son intégralité sur le site suivant : http://www.envie-eelv.org/IMG/pdf/J-Gleizes-La_croissance_verte_est---.pdf

2. Des institutions internationales et nationales se sont mises au travail

Croissance verte et développement : les études AFD - Document de l'Agence Française du Développement ([AFD](#)).

« Les notions de croissance verte ou d'économie verte (OECD, 2011; UNEP, 2010) visent à prendre en compte les interactions entre changement technique, protection environnementale, sécurité énergétique et croissance économique afin d'éviter toute forme d'inefficacité écologique, en vue de promouvoir le bien être à long terme des individus (au niveau individuel comme social) ».

« Financer l'économie verte exige ainsi que les projets ou programmes identifiés s'inscrivent dans une vision politique globale. Cette exigence requiert à son tour que l'Etat concerné soit en mesure de procéder à une planification intégrée de son développement économique, environnemental et social afin de pouvoir résoudre les arbitrages ou tensions nécessairement à l'œuvre entre ces trois dimensions du développement ».

« En outre, le financement de projets ou programmes d'économie verte exige d'être en mesure d'opérer un suivi de l'évolution de ces trois dimensions, entre deux moments donnés comme sur une dynamique de plus long terme, voire d'élaborer des scénarii d'évolution et des prévisions. Le choix de l'échelle géographique à prendre en compte est également délicat. Le niveau local permet d'évaluer l'impact direct d'un projet donné sur l'économie locale tandis que le niveau national ou régional pourra appréhender les interactions entre les différents contextes locaux et que le niveau international offrira une approche agrégée et la possibilité d'opérer des comparaisons. La mise en œuvre de politiques de croissance verte requiert par conséquent de doter les pays d'outils

1. d'analyse et de planification économique mais également d'outils
2. de mesure et de suivi. La qualité de ces outils tend à décroître avec le niveau de développement des pays.

C'est pourquoi l'AFD concourt à leur amélioration à travers trois programmes :

1. un programme d'études visant, par la modélisation des déterminants de la croissance verte, à doter un pays d'une capacité de planification de son développement économique pour l'amener sur une trajectoire de croissance verte ;
2. un programme d'études qui prend en compte la dimension climat du développement et vise à développer des instruments d'analyse des chemins alternatifs futurs de développement économique, de demande énergétique et d'atténuation des émissions de GES ; et
3. la participation à l'initiative **WAVES** (*Wealth Accounting and Valuation of Ecosystem Services*) de la Banque Mondiale qui vise à promouvoir la mise en place de systèmes de comptabilité environnementale et leur utilisation par les décideurs publics ».

1. Transition vers une Croissance Verte [+]

Ces travaux sont menés par le département de la Recherche de l'AFD (Fabio Grazi) en collaboration avec le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED). Ils allient modélisation théorique et empirique et se décomposent en trois phases, sur la période décembre 2011- décembre 2014 (les phases 1 et 2 commençant en parallèle dès le début du programme en Décembre 2011).

[En savoir plus](#)

2. Analyse économique des politiques énergétiques et climatiques en Chine [+]

Le programme de recherche est mené par le département de la Recherche de l'AFD (Fabio Grazi) en collaboration avec le Joint Program on the Science and Policy of Global Change (Joint Program) du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Le Joint Program est un laboratoire mixte de recherche regroupant différents départements du MIT : économie, ingénierie, physique, chimie, biologie, et dont les activités se concentrent sur l'analyse des tensions entre environnement, gestion à long terme des ressources naturelles et développement économique, et cela par le biais d'approches de modélisation intégrant les analyses empiriques dans les différents domaines de l'économie et des 'sciences dures'. Ce programme se déroule sur la période janvier 2012- décembre 2016.

[En savoir plus](#) - [Nous reviendrons par la suite sur le cas de la Chine. JH]

3. Révéler la richesse des écosystèmes : diffuser et améliorer la comptabilité environnementale [+]

Le programme WAVES (*Wealth Accounting and Valuation of Ecosystem Services*) a été lancé par le président Zoellick de la Banque Mondiale lors de la 10ème Conférence des Parties de la Convention sur la Diversité Biologique à Nagoya en octobre 2010. Il vise à promouvoir la mise en œuvre de la comptabilité environnementale et d'une comptabilité des écosystèmes et son utilisation dans les choix politiques et sectoriels. Le projet, d'une période de cinq ans, se décompose en deux phases sur la période 2011-2015.

[En savoir plus](#)

Mise à jour en juillet 2012 - [L'AFD de A à Z](#) [Liens utiles](#) [Contact et plan d'accès](#) [Plan du site](#) [Informations légales](#) [S'authentifier](#)

Source : <http://www.afd.fr/home/AFD/developpement-durable/DD-et-strategies/rioplus20/croissance-verte-developpement>

Croissance verte et développement durable - Travaux de l'OCDE sur la croissance verte au cours de l'année 2013 - Sélections d'articles en Français et en anglais.

[Événements](#) | [Actualités](#) | [Rapports: Vers une croissance verte](#) | [Publications](#) | [Documents-clés](#)

6/06/2013: [Making Growth Green and Inclusive: The Case of Ethiopia](#) (uniquement en anglais)

5/06/2013: Placer la croissance verte au cœur du développement (en anglais) - [Résumé à l'intention des décideurs](#) en français

29/05/2013: [Green growth in the benelux: Indicators of local transition to a low-carbon economy in cross-border regions.](#) (uniquement en anglais)

23/05/2013: [Green Growth in Cities publication](#) (uniquement en anglais)

21/05/2013: [Mobilising Private Investment in Sustainable Transport](#) (uniquement en anglais)

17/05/2013: [Urbanisation and green growth in china](#) (uniquement en anglais)

03/05/2013: [Cities and Green Growth: The Case of the Chicago Tri-State Metropolitan Area](#) (uniquement en anglais)

17/04/2013: [Reforms for a Cleaner, Healthier Environment in China](#) (uniquement en anglais)

08/04/2013: [Cross-Border Trade in Electricity and the Development of Renewables-Based Electric Power](#) (uniquement en anglais)

08/04/2013: [OECD: Fossil fuel subsidy removal would bring income gains](#) (video)

04/04/2013: [Moving Towards a Common Approach on Green Growth Indicators](#) (uniquement en anglais)

4-5/04/2013: [2013 Annual Conference: Green Growth Knowledge Platform](#) (uniquement en anglais)

27/03/2013: [What have we learned from attempts to introduce green-growth policies?](#) (uniquement en anglais) (pictured)

22/03/2013: [L'accélération des réformes favorisera une croissance verte et solidaire en Chine](#)

08/03/2013: [Examens environnementaux de l'OCDE : Italie 2013](#)

04/03/2013: [Étude économique de l'Afrique du Sud 2013](#) (qui inclut un chapitre sur "getting to the right shade of green")

27/02/2013: [Why New Business Models Matter for Green Growth](#) (uniquement en anglais)

15/02/2013: [Pursuing growth: Enough on its own?](#) (uniquement en anglais)

04/02/2013: [Korea's National Green Growth Committee Meeting](#) (uniquement en anglais)

28/01/2013: [L'OCDE préconise le rapprochement de la politique énergétique, des finances publiques et des objectifs d'environnement](#)

08/01/2013: [Examens environnementaux de l'OCDE : Mexique 2013](#)

Pourquoi une croissance verte ?

La crise a convaincu un bon nombre de pays de la nécessité de se tourner vers un nouveau type de croissance économique. Forts de ce constat, de nombreux gouvernements mettent en place des mesures destinées à promouvoir une reprise verte. Au même titre que l'innovation, l'écologisation peut jouer à long terme un rôle moteur en faveur de la croissance économique à travers, par exemple, les investissements dans les énergies renouvelables et l'amélioration du rendement d'utilisation de l'énergie et des matières.

En analysant conjointement les politiques économiques et environnementales, en réfléchissant à comment stimuler l'éco-innovation et en se penchant sur les autres aspects essentiels de la transition vers une économie plus verte, qu'il s'agisse de l'emploi et des qualifications, de l'investissement, de la fiscalité, ou des échanges et du développement, l'OCDE peut montrer la voie d'une économie plus propre et plus sobre en carbone, compatible avec la croissance.

- Emplois verts et aspects sociaux ;
- Fiscalité verte et approches réglementaires ;
- Restructuration et renouveau industriels ;
- Assainissement des finances publiques ;
- Technologies vertes ;
- Indicateurs verts ;
- Examens par les pairs ;
- Coopération entre les pays de l'OCDE et les économies émergentes ;

- Engagement des acteurs intéressés.

« Nous devons parvenir à une croissance plus verte pour que nos politiques économique et environnementale soient plus compatibles et même qu'elles se renforcent mutuellement. Ce n'est pas une simple question de nouvelles technologies ou de nouvelles sources d'énergie renouvelable et sûre. C'est aussi la question de savoir comment tout un chacun se comporte dans la vie quotidienne, ce que nous mangeons, ce que nous buvons, ce que nous recyclons, réutilisons, réparons, comment nous produisons et nous consommons. »

[Semaine de l'OCDE 2011 – des politiques meilleures pour une vie meilleure](#): Un message du Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría

« Les avantages du verdissement de l'économie mondiale sont aussi tangibles que considérables, les gouvernements et le secteur privé disposent des moyens de la réaliser et le moment de relever le défi est arrivé. »

PNUE, Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté www.unep.org/greeneconomy

Publications clefs

- "[Benefits of Investing in Water and Sanitation](#)" (2011)
- "[Better Policies to Support Eco-innovation](#)" (2011)
- "[Cities and Climate Change](#)" (2010)
- "[Environmental Claims: Findings and Conclusions of the Committee of the OECD Committee on Consumer Policy](#)" (2011)
- [L'éco-innovation dans l'industrie : Favoriser la croissance verte](#) (2010)
- [La fiscalité, l'innovation et l'environnement](#) (2010)
- [Études de l'OCDE sur la croissance verte : Alimentation et agriculture](#) (image)
- "[Greener and Smarter: ICTs, the environment and climate change](#)" (2010)
- "[Invention and Transfer of Environmental Technologies](#)" (2011)
- [Les liens entre les politiques agricoles et leurs effets sur l'environnement: Le modèle simplifié d'impact des politiques agroenvironnementales de l'OCDE](#) (2010)
- [Mondialisation, transport et environnement](#) (2010)
- "[OECD Green Growth Studies: Energy](#)"
- "[OECD Green Growth Studies: Fostering Innovation for Green Growth](#)" (2011) (image)
- [Outils pour la mise en place d'une croissance verte](#) (2011)

- [Payer pour la biodiversité : Améliorer l'efficacité-coût des paiements pour services écosystémiques](#) (2010)
- [Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction](#) (2012)
- [Politique de l'environnement et comportement des ménages](#) (2011)
- [Productivité des ressources dans les pays du G8 et de l'OCDE](#)
- [La transition vers une économie sobre en carbone : Objectifs publics et pratiques des entreprises](#)
- [Vers une croissance verte](#) (2011)
- [Vers une croissance verte : Suivre les progrès : Les indicateurs de l'OCDE](#) (2011)

[Pour en savoir plus](#) (en anglais)

Liens utiles

- [Plate-forme de connaissances sur la croissance verte](#)
- [Les nouvelles sources de croissance](#)
- [De la crise à la reprise](#)
- [Table ronde sur le développement durable](#)
- [L'OCDE et le G20](#)

Qu'est ce que la croissance verte ? Document ['Andlil Trader Inside'](#) – Auteur : Benoist Rousseau

« On a beaucoup parlé de la croissance verte ou d'économie verte lors du Grenelle de l'Environnement mais avec l'arrivée de la "crise" au premier rang des préoccupations, l'idée de la croissance verte semble perdre du poids au profit de mesures de relance à courts termes. Mais qu'est ce que cette croissance verte ? »

Définition de la croissance verte ou de l'économie verte

Sommaire [*Cacher*]

- [Définition de la croissance verte ou de l'économie verte](#)
- [La croissance verte, un enjeu majeur](#)
- [La gestion de l'eau, un exemple de la croissance verte](#)
- [La croissance verte, l'économie verte d'avenir](#)

Le récent rapport de l'OCDE, '**Vers une croissance verte : suivre les progrès. Les indicateurs de l'OCDE**', propose une définition que l'auteur (Benoist Rousseau) trouve « intéressante et compacte » :

« La **croissance verte** consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Pour ce faire, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques. ». En résumé, la croissance verte est l'art de continuer le développement économique tout en préservant nos ressources naturelles indispensables à ce propre développement. On est pas du tout dans une logique de croissance zéro, comme on le lit trop souvent, mais bien dans l'idée de trouver un compromis entre le développement durable et une progression économique constante, même si la logique de la croissance continue et perpétuelle me paraît impossible à long terme sans un contrôle au niveau mondial de la croissance démographique. Il faudrait tendre vers une croissance zéro au niveau démographique, mais c'est un sujet totalement tabou dans nos sociétés actuellement. Le développement du chômage endémique et la réduction des ressources / habitants seront les enjeux majeurs de la seconde partie du XXI^{ème} siècle... »

La croissance verte, un enjeu majeur

« L'économie et l'environnement sont de plus en plus compatibles. Nous prenons donc de plus en plus conscience que nous vivons sur une Terre où les ressources sont limitées. L'inconscience des années 60 a fait place à une inquiétude diffuse avec l'augmentation des prix du [pétrole](#), la perspective de l'épuisement des hydrocarbures dans les 30 ou 40 prochaines années qui ne sont que quelques exemples concrets et immédiats. Nos besoins en tant que terrien sont de plus en plus importants, deux facteurs principaux en sont la cause : la croissance démographique (la population mondiale était de 6,2 milliards d'habitants en 2000, elle sera de 9,2 milliards d'habitants en 2050 selon les dernières projections démographiques) et le niveau de vie globale de la population augmentant, la consommation des ressources va donc s'accélérer, des centaines de millions de Chinois ou d'Indiens arrivent dans la société de consommation et ils rêvent d'acheter une voiture, un ordinateur... ce qui ponctionnent d'autant plus les ressources naturelles ».

La gestion de l'eau, un exemple de la croissance verte

« Les chiffres et les exemples que je donne viennent de l' [Emag Suez Environnement](#). Cette entreprise est l'exemplum que la croissance verte existe et est rentable puisque l'activité de Suez Environnement repose sur l'économie verte, la gestion des déchets, le recyclage des eaux usées... Cette entreprise cotée au [CAC 40](#) à la bourse de Paris a réalisé en 2011 près de 15 milliards de chiffres d'affaires et compte plus de 80 000 employés dans le monde ».

« La France prélève 31.600 millions de mètres cubes d'eau par an, 151 l d'eau sont consommés par jour par habitant en France (boisson et usage domestique (douche, WC...) contre 30 litres en Afrique), seulement 15 % des précipitations pénètrent dans le sol par infiltration la majorité est recueillie par le réseau des eaux usées (d'où l'importance de les réutiliser), les besoins journaliers en eau vont de 2.000 à 5.000 litres d'eau par personne et par jour dans le monde (cela couvre tous les besoins et les achats,

la production d'une voiture nécessite l'utilisation de 150.000 litres d'eau, 1 kilo de bœuf 1.500 litres...). Ces chiffres très impressionnants nous montrent tout l'enjeu de la gestion de l'eau d'autant plus que la population est en augmentation constante ».

« Des solutions technologiques pour réutiliser nos eaux usagées sont ainsi de plus en plus développées. A New Delhi, les eaux usées de près de 600.000 habitants sont retraitées pour être "réemployées" dans l'irrigation, à Paris, elles sont utilisées pour chauffer le Palais de l'Élysée ou le centre aquatique de Levallois en utilisant les eaux des égouts qui sont à une température comprise entre 13 et 20 degrés Celsius... »

La croissance verte, l'économie verte d'avenir

« La croissance verte est donc **l'économie verte** de l'avenir. Au-delà d'un effet de mode, elle va devenir un enjeu de plus en plus vital pour l'humanité entière. Le recyclage, la réutilisation des eaux usées ne sont que quelques exemples. Avec l'augmentation de la demande liée à la croissance démographique, le prix des matières premières ne peut qu'augmenter inexorablement. De ce fait, l'économie verte va devenir de plus en plus rentable, des solutions technologiques non rentables actuellement deviendront très profitables dans les prochaines décennies. L'économie verte nous montre que l'innocence est terminée pour l'humanité, le temps de la responsabilité est arrivé ».

Articles Complémentaires :

- [Définition de technologie verte](#)
- [Définition d'économie à l'état stationnaire](#)
- [Définition de croissance endogène](#)
- [Définition de valeur de croissance](#)
- [Théorie de la nouvelle croissance](#)
- [Définition de croissance exogène](#)
- [Théorie de la croissance néoclassique](#)
- [Le point sur les marchés avant l'ouverture en Europe](#)
- [Les limites de la croissance](#)
- [Crise asiatique de 1998](#)

Read more at <http://www.andlil.com/quest-ce-que-la-croissance-verte-35286.html#4VptxSUaBLe2RrHz.99> - Avec l'autorisation de reproduire accordée par l'auteur : Benoist Rousseau le 2 janvier 2014.

Source : <http://www.andlil.com/quest-ce-que-la-croissance-verte-35286.html>

3. La croissance verte pourvoyeuse de nouveaux et nombreux emplois ?

Croissance verte et emploi - Annonce d'une publication de 'La Documentation française'

Auteur(s) : FRANCE. Conseil d'orientation pour l'emploi - Editeur : Conseil d'orientation pour l'emploi - [Plus d'information sur le site de l'émetteur](#) - Date de remise : Janvier 2010 - 74 pages. Pour lire les rapports, vous avez besoin d'un lecteur PDF comme [Adobe Reader \(Acrobat\)](#) ou un [logiciel libre](#) - [Télécharger](#) : [Présentation](#) [Sommaire](#)

« Le Conseil d'orientation pour l'emploi a été saisi par le ministre de l'écologie et du développement durable dans le cadre de la préparation d'un plan de mobilisation pour le développement des métiers de la « croissance verte ». Le Conseil a été invité à se prononcer sur les conditions nécessaires pour faire de la « croissance verte » une croissance riche en emplois de qualité. Pour ce faire, il a auditionné des experts, des dirigeants d'entreprise et des représentants d'associations et de fédérations professionnelles, industrielles et artisanales. Il a pris en compte les travaux les plus récents sur ce thème ainsi que les rapports des comités de filière demandés par le Gouvernement. La croissance verte présente un triple défi : faire en sorte que les créations d'emplois soient les plus nombreuses possible ; accompagner tous les salariés pour lesquels la croissance verte impliquera un changement d'emploi ; favoriser l'adaptation des compétences des salariés lorsque leur métier évolue ».

Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000053/>

Les emplois de l'économie verte – Site français « Pôle Emploi »

Les métiers et les offres d'emplois : Retrouvez dans cette rubrique les métiers et les offres d'emploi liées à l'économie verte.

- [Les métiers verts](#)
- [Les métiers traditionnels qui intègrent de nouvelles compétences ou métiers verdissants](#)
- [Et les autres métiers...](#)

En savoir plus...

Retrouvez dans cette rubrique plus d'information sur les secteurs de l'environnement et la transformation des secteurs traditionnels.

- [L'économie verte : définition.](#)
- [Les secteurs de l'économie verte](#)
- [Les formations aux métiers de l'économie verte](#)
- [Du Grenelle de l'environnement à la conférence environnementale](#)
- [Ce que disent les entreprises sur l'économie verte](#)
- [Tour d'horizon du secteur Transport et Logistique](#)

- [Les métiers du bâtiment durable](#)
- [Les métiers de la filière eau, assainissement, déchets et air](#)

Source officielle : <http://www.pole-emploi.fr/accueil/>

Qu'est-ce que l'économie verte ? – Document 'Centre de documentation Economie Finances' ([CEDEF](#))

« L'économie verte regroupe deux types d'activités : des activités économiques classiques réalisées avec des procédés moins polluants ou moins consommateurs d'énergie, et les éco-activités, dont la finalité est la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles. Les activités de l'économie verte s'inscrivent dans un objectif de croissance verte : il s'agit de favoriser un développement durable et donc soutenable pour l'environnement sur le long terme. Cette démarche engage la [responsabilité sociétale des entreprises](#) qui s'y réfèrent ».

« Au total, l'économie verte rassemble 960 000 emplois en France en 2010. Les éco-activités proprement dites génèrent 450 000 emplois verts. Une rubrique dédiée aux [emplois de l'économie verte](#) est proposée sur le site de Pôle emploi, avec accès aux fiches descriptives et aux offres d'emplois disponibles ».

« Les [Réseaux Tee](#) (territoires, environnement, emploi) mettent en relation les acteurs des métiers et emplois de l'environnement, avec un appui et un financement publics. Le site des Réseaux Tee recense des offres d'emplois de stages ou de formation et publie des ressources sur le thème [économie verte et emploi](#). Une liste de formations sur les métiers liés à l'environnement est également disponible sur le [site environnement](#) de la CCIP, Chambre de commerce et d'industrie de Paris, en [formation initiale](#) et en [formation continue](#) ».

« Le ministère de l'Écologie propose une rubrique dédiée aux [métiers dans l'économie verte](#), avec une [présentation des différents métiers](#) et un accès aux données de [l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte](#). La rubrique en ligne [Économie de l'environnement, emplois, formations](#) du Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de l'Écologie édite des statistiques sur le sujet. »

Pour en savoir plus

- [Responsabilité et performance des organisations : 20 propositions pour renforcer la démarche de responsabilité sociale des entreprises \(RSE\)](#) - Rapport public au Gouvernement
Inspection générale des finances, Inspection générale des affaires sociales, Inspection générale de l'administration du développement durable, Lydia Brovelli, Xavier Drago, Eric Moliné, juin 2013.
- [L'économie de l'environnement en 2011 - édition 2013](#). Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, Commissariat général au développement durable, juillet 2013.

- [La RSE : une voie pour la transition économique, sociale et environnementale](#). Alain Delmas. Juin 2013. Les avis du Conseil économique, social et environnemental (Cese).
- [Green Growth in Cities = La croissance verte dans les villes \(en anglais\)](#). OCDE, 23 mai 2013. Présentation en français disponible [ici](#).
- [Trouver un emploi dans l'économie verte](#), Terra eco, avec le soutien de l'Ademe, hors-série, décembre 2012-janvier 2013
- [La responsabilité sociétale des entreprises : une démarche déjà répandue](#). Insee première, novembre 2012.
- [Définir et quantifier l'économie verte](#), dossier issu de [L'économie française](#), Insee Références, édition 2012.
- [Les professions de l'économie verte : typologie et caractéristiques](#). Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, Dares Analyses n° 18, mars 2012.
- [Activités, emplois et métiers liés à la croissance verte](#). Études et documents n°43, juin 2011. Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de l'Écologie.
- [L'économie verte : une solution à la crise ?](#) Dossier d'actualité de la Documentation française, juin 2010
- [La croissance verte, quels impacts sur l'emploi et les métiers ?](#) Centre d'analyse stratégique, février 2010
- [Croissance verte et emploi](#), rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi, janvier 2010
- Consulter la partie Économie du rapport sur [l'environnement en France](#), Commissariat général au développement durable, 2010. «

Source officielle : <http://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-verte>

4. Quelques réalisations exemplaires dans des villes et des territoires européens

En 2013, le média '[Alsace.fr](#)' rapporte ainsi, à l'occasion de la campagne électorale pour les élections présidentielles en France, la visite en [Région Alsace](#) de Corinne Lepage, présidente du mouvement écologiste Cap 21 ; sous le titre **Corinne Lepage et l'exemple « vert » de Manspach** on apprend « qu'elle [était la veille] en visite à Manspach, dans le [Sundgau](#). Guidée par le maire du village Daniel Dietmann, la candidate à la prochaine élection présidentielle a fait un tour d'horizon des projets réalisés dans la commune, en particulier l'installation photovoltaïque aménagée sur le toit de l'église, la bibliothèque « solidaire », ou encore l'AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), qui exploite deux

hectares en plein cœur de Manspach. « Quand on cherche des pistes de développement écologique, on les a sous les yeux, il suffit de venir sur le terrain », a constaté Corinne Lepage au terme de sa visite. Accompagnée du conseiller général Max Delmond, la présidente de Cap 21 a ensuite visité le nouveau bâtiment du centre de recherche Rayce à Saint-Louis, une construction passive à très haute performance énergétique ».

Publié le 17 janvier 2012 par [Cap21](#) dans [medias](#) ; rubrique [croissance verte](#). Source : <http://www.cap21.net/articles/10566-economie-verte-Manspach.php?&rub=medias>

On constate là, avec cet exemple choisi parmi d'autres, que progressivement, à travers notre pays en France, des initiatives sont prises au niveau local pour promouvoir et mettre en œuvre une forme de développement soucieux de l'environnement, que l'on peut classer dans la rubrique de la croissance verte.

Exemple d'une croissance verte à la française

La politique territoriale écologique en Région Poitou-Charentes et le Salon de la croissance verte et des éco-industries à Angoulême

La [Région Poitou-Charentes](#) en France, accompagne et soutient des initiatives de [transition écologique](#) comme une compétition biennale internationale d'architecture, de design, d'urbanisme et d'ingénierie ouverte à des équipes universitaires pluridisciplinaires pour récompenser la meilleure réalisation de [maison solaire](#) évaluée au cours d'une dizaine d'épreuves, ainsi que des initiatives locales [durables](#) et de [croissance verte](#) et le développement de la technologie du [biogaz](#) au niveau des fermes en milieu rural.

Article à lire sur : "**Maison solaire, croissance verte et technologie du biogaz en milieu rural sont soutenues en Région Poitou-Charentes**" par Jacques HALLARD ; samedi 7 décembre 2013 ; accessible sur le site : <http://www.isias.lautre.net/spip.php?article350>

Lors de l'ouverture, en 2013, du **Salon de la croissance verte et des éco-industries à Angoulême**, [Ségolène Royal](#) s'exprimait ainsi :

« La Région Poitou-Charentes, territoire de l'excellence environnementale, garde une énergie d'avance. Chaque année, le succès de notre Salon de la croissance verte et des éco-industries apporte une nouvelle preuve de notre mobilisation collective : l'engagement de nombreuses entreprises et la sensibilité grandissante des citoyens pour le développement durable sont de vrais motifs d'espoir. A Angoulême cette année 2013, chacun aura accès aux dernières innovations nées en Poitou-Charentes, de la chimie verte à l'éco-construction en passant par les nouvelles énergies : traduction concrète de notre volonté ; nous venons d'inaugurer à Thouars (79) une unité de méthanisation de grande ampleur qui permettra de recycler 80.000 tonnes de biomasse chaque année pour produire en proximité de la chaleur et de l'électricité. La révolution éco-industrielle est en marche, à nous d'encourager toutes celles et ceux qui veulent y participer concrètement, notamment les jeunes en formation qui trouveront ici les meilleures offres de stage ou d'emploi et pourront rencontrer des chefs d'entreprise. Je suis très heureuse de vous retrouver très nombreux, avec le soutien actif du Pôle des Éco-Industries et le

Grand Angoulême pour la 9ème édition du Salon de la Croissance Verte, un salon utile, convivial et créatif ! »

Auteure : Ségolène Royal, Présidente de la Région Poitou-Charentes, Présidente de l'Association Internationale des Régions Francophones, Ancienne Ministre - Députée honoraire. Source : <http://salon.croissanceverte.poitou-charentes.fr/>

Des projets viennent d'être élaborés dans la Région 'Nord Pas-de-Calais', à Lille : **Jeremy Rifkin présente le master plan de la Troisième révolution industrielle.** Publié 25 octobre 2013

La synthèse du Master plan est disponible !

Alors que Jeremy Rifkin présentait le vendredi 25 octobre 2013 le 'master plan' de la Troisième révolution industrielle en Nord-Pas de Calais, la CCI de région Nord de France et le Conseil régional en publient un document de synthèse.

« L'énergie renouvelée du Nord-Pas de Calais »

Forces politiques, économiques, sociales, universitaires... Toute une région se lance dans une démarche à fort potentiel d'innovations territoriales, d'efficacité énergétique, de développement économique, de création d'emplois. En première ligne de ce projet de Troisième révolution industrielle, unique en France : Philippe Vasseur, président de la CCI de région Nord de France, président du World Forum Lille et Daniel Percheron, président du Conseil régional Nord-Pas de Calais. La Troisième révolution industrielle est en marche ! Consultez en ligne ou téléchargez la synthèse du Master plan du Nord-Pas de Calais.

[Une synthèse du Master plan en 4 pages](#) est également disponible en téléchargement

Il est possible de Consultez l'intégralité du Master plan : Télécharger [Le dossier de presse : La Troisième révolution industrielle_25octobre 2013](#)

Télécharger la contribution des groupes de travail au Master plan : [Troisième Révolution Industrielle en Nord-Pas de Calais - Mise en perspective](#)

[La Troisième révolution industrielle sur le petit écran](#)

Publié le 20 décembre 2013

L'émission « Actu Eco » de Grand Lille TV propose une série de reportages pour mettre en perspective les principes clés de la 3ème révolution industrielle, et l'activité d'une entreprise de la région. Retrouvez en vidéo un exemple concret de l'économie de demain ! Aujourd'hui, Philippe Vasseur et Karine Charbonnier de l'entreprise Beck Crespel à Armentières nous parlent ... [LLire la suite](#)

[La Troisième révolution industrielle sur le petit écran](#)

Publié le 18 décembre 2013

L'émission « Actu Eco » de Grand Lille TV propose une série de reportages pour mettre en perspective les principes clés de la 3ème révolution industrielle, et l'activité d'une entreprise de la région. Retrouvez en vidéo un exemple concret de l'économie de

demain ! Découvrez l'économie de la fonctionnalité avec Philippe Vasseur et Thierry Delcourt de l'entreprise Urbaneo ... [Lire la suite](#)

Source : <http://www.latroisiemerevolutionindustrielleennordpasdecals.fr/>

En dehors de nos frontières hexagonales, nous pouvons citer d'autres exemples de cas de villes, de territoires, voire d'Etats-nations, qui se sont engagés sur la voie de la [transition énergétique](#), ce qui les place dans le registre d'une croissance verte locale et de la [durabilité](#) :

"Autour de Fribourg-en-Brisgau, ville en transition énergétique et vitrine mondiale d'une mise en œuvre de la durabilité" par Jacques Hallard ; samedi 12 janvier 2013 ; à découvrir sur le site suivant : <http://www.isias.lautre.net/spip.php?article276>

"Autour de Schladming en Autriche : un territoire en transition énergétique qui opte pour le développement durable à l'occasion des Championnats du monde de ski alpin" par Jacques Hallard ; jeudi 7 février 2013 ; à lire sur le site : <http://www.isias.lautre.net/spip.php?article281>

5. Le cas du Danemark engagé dans la croissance verte en Europe et dans le monde

En ce qui concerne l'environnement, le **Danemark** mérite un examen tout particulier par la gouvernance de ce pays qui tranche par rapport à celle des autres pays de l'Union Européenne. La **'Présentation du Danemark'**, élaborée par le Ministère français des Affaires étrangères, donne les chiffres qui aident à comprendre la réalité de ce petit pays européen. Parmi les sources d'information, nous avons retenu celles qui proviennent de l'**OCDE**.

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a, en 1961, succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), fondée en 1948 pour gérer l'aide américaine d'après-guerre (plan Marshall). L'OCDE regroupe plus d'une trentaine de pays : toute l'Europe occidentale et l'Amérique du nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et, depuis 1995 et 1996, certains pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne) et, depuis 2010 le Chili, la Slovénie, Israël, et l'Estonie. L'OCDE est le principal rassembleur de statistiques sur les pays développés. L'OCDE siège à Paris. Source : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/organismes-cooperation-dev-eco.htm>

Études économiques de l'OCDE : Danemark

Le document 'Les Études économiques de l'OCDE : Danemark 2012' examine les développements économiques récents, les politiques et les perspectives économiques, finances publiques et politiques énergétiques et climatiques. Also available in: [English](#)

Résumé : Le ralentissement international actuel est porteur de nouveaux risques pour l'économie danoise, qui ne s'est redressée jusqu'ici que lentement et inégalement après l'éclatement de la forte bulle immobilière et la crise mondiale qui s'est déclarée en 2007-

08. L'enjeu principal consiste à assurer l'espace nécessaire à la mise en oeuvre de politiques propres à absorber d'éventuels nouveaux chocs négatifs, tout en s'en tenant aux plans actuels et en favorisant une croissance forte, durable et écologique. L'économie danoise ne manque pas d'atouts. La situation budgétaire est relativement saine. Le système de flexisécurité facilite l'ajustement aux chocs tout en limitant le coût social du chômage et le risque que celui-ci ne s'enracine. Le système de protection sociale assure un faible niveau de pauvreté et d'inégalité. Cependant, la compétitivité s'est dégradée au cours de la décennie écoulée et la croissance de la productivité a été faible, ce qui a nui à la croissance potentielle. Par ailleurs, des vulnérabilités demeurent dans le secteur financier. Les ambitions du Danemark en matière de croissance verte pourraient générer de nouvelles sources de croissance, mais les politiques relatives à l'énergie et aux changements climatiques doivent être revues pour améliorer leur efficacité-coût. Also available in: [English](#)

Nous avons mis en relief l'exposé concernant spécialement la documentation **'Vers une croissance verte' ; Comment améliorer les politiques énergétiques et climatiques**

Résumé : La stratégie de croissance verte du Danemark vise pour l'essentiel à supprimer les combustibles fossiles du système énergétique et à investir dans les technologies vertes, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. Dans l'ensemble, les mesures en cours devraient permettre au Danemark d'atteindre les objectifs d'atténuation du changement climatique à court terme mais peut-être pas de réaliser ses objectifs les plus ambitieux. Toute la difficulté sera de les atteindre de manière économiquement efficiente et de veiller à ce que ces ambitions contribuent au mieux à l'atténuation des émissions de GES dans le monde ainsi qu'à une croissance plus forte et plus verte au niveau national. Pour faire face à ce défi, le Danemark devra mieux exploiter les interactions avec les politiques mises en oeuvre dans le cadre de l'UE et à l'échelle internationale, trouver le meilleur moyen de soutenir les technologies vertes et réduire les émissions de GES dans les secteurs qui ne relèvent pas du système communautaire d'échange de quotas d'émissions. Also available in: [English](#)

Ce document est accompagné de nombreux graphiques dont nous avons en particulier retenu les suivants : [Mix énergétique](#) [Le décollage des énergies renouvelables](#) [Taxes effectives sur l'énergie](#) [Le Danemark a largement contribué au développement des technologies liées aux énergies renouvelables : En pourcentage du nombre total de demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets, 2003-08](#)

[Taux d'imposition implicites par tonne de CO émise dans certains pays de l'OCDE](#) [Taxes énergétiques sur l'essence et le gazole](#) [Émissions de GES et de polluants atmosphériques locaux dans les grandes zones métropolitaines...](#)

Source : OECD (2012), **Études économiques de l'OCDE : Danemark 2012**, OECD Publishing. doi: [10.1787/eco_surveys-dnk-2012-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-dnk-2012-fr): A consulter à partir du site : http://www.oecd-ilibrary.org/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-danemark-2012_eco_surveys-dnk-2012-fr;jsessionid=710miaba7i7pk.x-oecd-live-01

La notion de **croissance verte** est proche parente du concept de transition énergétique et de ses corollaires que sont la durabilité et les applications des énergies renouvelables. Nous replaçant dans le contexte du réchauffement planétaire et du changement climatique, nous nous sommes intéressés à ces sujets au niveau de l'Union Européenne en nous plaçant tout particulièrement dans le cadre des relations franco-allemandes.

Voir notre article intitulé : "**Climat : L'Europe prend-elle la voie de la transition énergétique, de la durabilité et des énergies renouvelables ? - Klima : geht Europa Richtung Energiewende, Nachhaltigkeit und erneuerbare Energien ?**" mis en ligne le samedi 16 mars 2013. Accessible sur le site : <http://www.isias.lautre.net/spip.php?article291>

En matière de croissance verte, le cas du Danemark mérite d'être examiné comme pays membre de l'Union Européenne, mais également avec ses prolongements au plan international et c'est une occasion de citer les travaux et projets suivants.

[La "Croissance verte" à la danoise : solution pour l'Europe ?](#) - Information 'euronews' du 08/10/13 12:02 CET

« Le [Danemark](#) fait figure de modèle dans le domaine du développement durable. Il exporte son savoir-faire en matière d'énergies renouvelables dans le monde entier. Quelles sont les secrets de sa réussite ? Comment le pays a-t-il réussi à amorcer sa croissance verte, un modèle que l'Europe et le monde lui envie ? Peut-on exporter ce modèle écologique dans d'autres pays, alors que la plupart des pays de l'Union européenne sont confrontés à la récession et aux mesures d'austérité ? Pour répondre à ces questions, Real Economy vous propose de partir à Copenhague, à la rencontre des acteurs de cette révolution énergétique ».

Copenhague voit la vie en vert

« Du particulier aux entreprises, en passant par les collectivités locales, tous les acteurs sont sensibilisés à cette problématique. Copenhague s'est fixé pour objectif d'avoir un bilan carbone neutre d'ici à 2025. Nous verrons comment le Groupement Cleantech de Copenhague (*The Copenhagen Cleantech Cluster*) réussit à exporter ses technologies ».

Un bilan carbone neutre d'ici 2050 au Danemark

« Au niveau national, d'ici à 2020, le pays entend réduire de 40% ses émissions de carbone par rapport au seuil fixé en 1990. En 2035, le Danemark souhaite que l'ensemble de ses sources d'électricité et de chauffage proviennent des énergies renouvelables et en 2050 le pays s'est fixé comme objectif d'avoir un bilan carbone neutre ».

La troisième révolution industrielle est-elle en marche?

« *Real Economy* se penche également dans ce numéro, sur la "troisième révolution industrielle", dont [Jeremy Rifkin](#) est l'un des ardents défenseurs. L'essayiste et économiste américain nous donnera sa vision de la démarche à suivre pour développer une croissance verte en Europe ».

[Interview bonus : Charles Ifrah, Desertec](#) Copyright © 2014 euronews- Plus d'actualités sur : [Croissance économique](#) [Danemark](#) [Ecologie](#) [Emplois](#) [Energies renouvelables](#) [Politique Danemark](#)

Source : <http://fr.euronews.com/2013/10/08/la-croissance-verte-a-la-danoise-solution-pour-l-europe/>

Fondation de l'Institut Mondial de la Croissance Verte - Information du 28.06.2010 / [Asie](#)

« L'annonce a été faite par [Lee Myung-bak](#), président de la [Corée du Sud](#), lors du forum est-asiatique sur le climat. Le prestigieux cercle de dirigeants incluant [Nicholas Stern](#), sera dirigé par l'ancien Premier ministre sud coréen. L'institut doit obtenir le statut d'organisation intergouvernementale dès 2012. Le **Global Green Growth Institute** (GGGI) * [l'Institut Mondial de la Croissance Verte] sera financé par le gouvernement coréen à hauteur de 10 millions de dollars US par an jusqu'à 2012. Les ONG *ClimateWorks* et *Climate Policy Initiative* y ont consacré chacune 1 million de dollars US ».

[*GGGI = [The Global Green Growth Institute is a new kind of international organization.](#) GGGI was founded on the belief that economic growth and environmental sustainability are not merely compatible objectives; their integration is essential for the future of humankind. We work with partners in the public and private sector in developing and emerging countries around the world to put green growth at the heart of economic planning. Site : <http://gggi.org/about-gggi/background/organizational-overview/>]

« Le **GGGI** a pour vocation de développer des théories et bonnes pratiques pour réussir une croissance économique verte. Les résultats de ces travaux seront mis à la disposition des gouvernements du monde entier. Cinq bureaux seront ouverts dans des pays étrangers, dont la Chine et le Brésil. Les premiers projets de recherche seront réalisés au profit du Brésil, de l'Indonésie et de l'Ethiopie. La création de ce nouvel institut a été globalement applaudie par la communauté internationale. Seulement quelques voix contradictoires se sont faites entendre. Le principal sujet de discorde est la crainte que la 'stratégie de croissance verte' coréenne ressemble trop à une 'stratégie de croissance des exports verts'. Les observateurs espèrent que cet institut deviendra un bien commun à l'humanité. Et surtout pas un canal pour exporter la technologie coréenne ».

[Chosun Ilbo](#) Diffusion : 2 400 000 - [The Korea Herald](#) Diffusion : 200 000

Pour en savoir plus :

[Interview du Korea Herald avec le futur président du GGGI Han Seung-soo \(17 juin\)](#)

[Editorial du Korea Herald sur le sujet \(17 juin\)](#)

Source : <http://www.greenetvert.fr/2010/06/28/la-coree-du-sud-fonde-linstitut-mondial-de-la-croissance-verte/3872>

Ouverture au Danemark du premier bureau régional de l'Institut mondial de la croissance verte - Information datée : **May 12, 2011** | Filed under: [ECONOMY](#) - Communication 'EurasianFinance'

COPENHAGUE, 11 mai 2011 (Yonhap) — Le premier bureau régional d'un *think tank* international dirigé par la Corée du Sud et visant à promouvoir la «**croissance verte**» a été ouvert à Copenhague ce mercredi, un résultat concret de l'initiative du président Lee Myung-bak pour la cause environnementale. Lee a assisté à la cérémonie d'ouverture du bureau de Copenhague de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), basé à Séoul, et a mis l'accent sur l'importance de la «croissance verte» qui cherche un développement économique sans nuire à l'environnement ».

« Etant donné que c'est un chemin que nous devons prendre pour l'humanité, je pense que tous les pays du monde entier doivent s'y joindre », a déclaré Lee dans son discours d'ouverture du bureau. « Les pays qui avancent comme nous doivent fournir des aides aux pays qui suivent derrière. A cet égard, je pense que le GGGI est en train de faire un travail qui a beaucoup de sens. » En vertu de la politique « faible carbone, croissance verte » de Lee, la Corée du Sud a établi l'année dernière l'institut afin d'étudier les stratégies et les politiques de croissance verte et de fournir des savoir-faire aux pays en voie de développement. Le Danemark, les Emirats arabes unis, le Japon et l'Australie se sont engagés à apporter des soutiens financiers à l'institut ».

« En marge de l'ouverture du bureau de Copenhague, le GGGI et le gouvernement danois ont signé un accord de principe qui se focalise sur l'aide aux pays en développement dans le secteur de la croissance verte. L'institut a signé également un protocole d'accord avec Danfoss, un leader dans les composants et solutions pour la réfrigération et le conditionnement de l'air. La croissance verte est l'une des politiques emblématiques de Lee. Elle appelle à réduire la dépendance de la Corée du Sud vis-à-vis des combustibles fossiles et à promouvoir le développement des sources énergétiques alternatives, comme les énergies solaire et éolienne et d'autres technologies renforçant l'efficacité énergétique. Lee pense que la stratégie fournira à la Corée du Sud des nouveaux moteurs de croissance pour son économie et aidera le pays à réduire les émissions de dioxyde de carbone et de d'autres gaz afin de combattre le réchauffement de la planète. La Corée du Sud est l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre ».

« Un leader mondial dans le domaine de la croissance verte, le Danemark cherche de manière agressive à développer les technologies favorisant la protection de l'environnement, avec une vision ambitieuse de mettre fin à la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles d'ici à 2050. Plus tôt dans la journée, Lee et le prince Frederik de Danemark ont visité un complexe résidentiel écologique. Le complexe «8-Tallet» à Copenhague est considéré comme un symbole de la campagne danoise visant à protéger l'environnement, ont expliqué les officiels. Lee a également tenu une réunion avec des chefs d'entreprise danois, durant laquelle il a appelé à une plus grande coopération entre les milieux d'affaires des deux pays dans le secteur de la «croissance verte. Lee a également ajouté que l'accord de libre-échange entre la Corée du Sud et l'Union européenne, prévu d'entrer en vigueur le 1er juillet, accroîtrait les échanges commerciaux et les investissements entre les deux pays ».

« ... La Corée du Sud et le Danemark formeront une «alliance de la croissance verte» qui appellera à la coopération pour le développement conjoint des nouveaux marchés pour les produits et industries verts. Lee et le Premier ministre Lars Rasmussen devraient également adopter une déclaration commune sur la croissance verte lors de leur sommet bilatéral prévu le même jour. Des officiels ont indiqué que l'alliance créerait une situation gagnant-gagnant et un partenariat mutuellement bénéfique qui combinent les hautes technologies danoises liées à la croissance verte et le solide secteur manufacturier sud-

coréen. Ce sera la première fois que la Corée du Sud établira une alliance dans un domaine autre que la sécurité. Il s'agira également de la première alliance du Danemark avec un pays étranger, ont précisé les officiels ».

lrs@yna.co.kr - [Home](#) [À propos](#) [Contact](#) [Vie privée](#) [Termes et conditions](#) [RSS](#) - © 2012
All Rights Reserved. | [↑ Eurasian Finance](#)

Source : <http://eurasianfinance.com/2011/05/ouverture-au-danemark-du-premier-bureau-regional-de-l%E2%80%99institut-mondial-de-la-croissance-verte/>

6. Un courant d'opinion et des personnalités qui prônent la décroissance

La **décroissance** est un concept qui remonte à la première crise pétrolière de 1973. Une quantité très importante de prises de position, d'études et de manifestations se sont articulées autour et les contributions nombreuses sont régulièrement rapportées, souvent exprimées en opposition marquée avec la notion de croissance verte, laquelle est plus récente dans son expression. Un site Internet est complètement dédié à la décroissance.

Bienvenue sur 'décroissance.info'

« L'objectif de 'décroissance.info' est de recenser les sites et les articles les plus importants qui traitent du sujet de la décroissance, sur une seule page. N'hésitez pas à nous transmettre vos suggestions de sites pour enrichir cette page, à l'adresse email *info at décroissance.info* »

Petite introduction rapide sur le concept de Décroissance

(Pour plus d'informations, reportez vous à [La page décroissance de Wikipedia.](#))

« La décroissance est un concept dont les origines remontent à un courant anti-industriel de la fin du 19ème siècle, repris et officialisé plus tardivement par les thèses de Jacques Ellul et Bernard Charbonneau dans les années 1930. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que le concept de décroissance a connu ses débuts officiels, notamment par les rapports du Club de Rome en 1968. Le rapport publié par ce dernier en 1972, "Halte à la croissance" a été la première analyse de l'impact de la croissance de la consommation des matières premières et de la démographie dans le monde ».

« Le concept de décroissance soulève des problématiques qui ont aujourd'hui un écho très important dans le débat public, en raison des perspectives sombres qu'il met en lumière sur nos économies. En effet, le concept de décroissance montre que l'augmentation continue de la production de biens et de services nécessite une consommation accrue de ressources naturelles, telles que le pétrole, l'eau, des ressources minières (charbon, uranium, nickel, cuivre, et autres terres rares, ...), qui précipite leur épuisement complet, ce qui impose un arrêt rapide et brutal de la croissance. Pour en savoir plus, voici notre sélection de sites ».

Des articles récents à lire

- [Faire payer le prix réel de ce qu'on consomme](#)
- ["Un projet de décroissance", de Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet, Anne-Isabelle Veillot](#)

- [La décroissance a-t'elle un avenir](#)
- [La décroissance, une idée qui chemine sous la récession](#)

Des associations et partis divers

- [Le Mouvement Colibris](#)
- [Le Parti pour la Décroissance](#)
- [Le mouvement des objecteurs de croissance](#)

Des sites pour consommer mieux et moins

- [Comment Economiser](#)
- [Le comparateur de prix Twenga](#)
- [Le prix des carburants en France](#)

Des publications sur la décroissance

- [Le Journal La décroissance](#)
- [La revue entropia](#)

Des pages d'intérêt sur la décroissance

- [La page Décroissance sur Scoop.it](#)

Il manque un site ? Envoyez-nous le à l'adresse email *info at decroissance.info*.
Dernière mise à jour le 28 avril 2013.

Source : <http://www.decroissance.info/>

Débat « Décroissance ou croissance verte ? Peut-on être écologiste et productiviste ? ». Publié par [Vincze](#) publié le [11 septembre 2010](#)



Le jeudi 16 septembre 2010 à 19 heures. Débat dans la mairie du 2e arrondissement de Paris 8 rue de la Banque (Métro Bourse), avec : Jean-Paul Besset (député européen, Europe Ecologie), Jacques Boutault (maire du 2e arrondissement de Paris, Les Verts), Bettina Laville (avocate, conseiller d'état en disponibilité, PS), Philippe Bodard (maire de Mûrs-Erigné, PS), Serge Lepeltier (maire de Bourges, Parti Radical), Vincent Liegey, membre de l'[Association d'Objecteurs de Croissance \(AdOC\)](#) et du [Parti Pour La Décroissance \(PPLD\)](#).

Ex-rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Politis », puis, pendant 10 ans, du quotidien « Le Monde », Jean-Paul Besset dessine, en 2005, dans « Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire », les voies d'une logique économique et sociale fondée sur la décroissance de l'empreinte écologique, le partage des ressources et le respect des équilibres naturels. Convaincu que la croissance est une machine à produire

des inégalités, alors que la décroissance matérielle s'inscrit dans une logique de partage, il est aujourd'hui député européen élu sur la liste Europe Ecologie.

Co-fondateur du premier Comité d'Action Lycéen, en 1978, Jacques Boutault a d'abord milité dans des associations comme Droits Devant !!, Greenpeace, les Amis de la Terre, Attac. Journaliste pendant 10 ans et membre du Parti des Verts depuis 1997, il a été élu maire du II^e arrondissement de Paris en 2001 avec un programme axé sur l'amélioration de la circulation, le logement social, la mise en place de menus bio dans les cantines scolaires, le travail avec les associations.

Avocate et conseiller d'état en disponibilité, Bettina Laville est fondatrice et présidente d'honneur du Comité 21. Elle siège au conseil d'administration de plusieurs ONG oeuvrant pour le développement durable. Elle a été conseiller technique au cabinet de plusieurs ministres. Conseiller pour l'environnement et l'aménagement du territoire auprès du Premier ministre Lionel Jospin (1997-2001) elle a aussi été secrétaire générale de la Commission française du Développement Durable. Elle a été conseillère régionale de Bourgogne (PS) de 1998 à 2005.

Conseiller général du Maine-et-Loire, Philippe Bodard est maire PS depuis 1995 de Mûrs-Erigné, une ville de 5500 habitants, près d'Angers. Vice-président de l'Association des petites villes de France (APVF), il promeut dans sa commune une politique environnementale « solidaire » : construction de logements HLM bois, pose de capteurs photovoltaïques sur ceux-ci et sur les écoles, réduction de la consommation énergétique des bâtiments publics, plantation de 600 arbres par an, arrêté anti OGM et aujourd'hui un Plan énergie climat communal.

Serge Lepeltier a d'abord rejoint l'UDR (le futur RPR qui deviendra l'UMP), puis, en 2005, le Parti radical valoisien, dont il est le vice-président et porte parole. Elu maire de Bourges en 1995, il est depuis resté à la tête de cette commune. Entre 2004 et 2005, il a été ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables. A ce poste, il a œuvré pour l'adoption de la Charte de l'Environnement dans la constitution, la création du Parc national de Guyane, le plan de réintroduction des ours dans les Pyrénées et la transposition des directives européennes dans le domaine du développement durable.

Vincent Liegey est membre de l'Association d'Objecteurs de Croissance (AdOC). La politisation du mouvement de la décroissance date de 2005 quand Vincent Cheynet, le leader des Casseurs de pub et directeur du journal « La Décroissance », fonde le Parti pour la Décroissance (PPLD). Ce dernier est relancé en 2008 et participe aux élections européennes de 2009 à travers [la campagne Europe-Décroissance](#). En septembre de la même année, le Mouvement des Objecteurs de Croissance et le PPLD co-fondent [l'Association d'Objecteurs de Croissance \(AdOC\)](#). Celle-ci entend valoriser et populariser la radicalité et la cohérence de l'objection de croissance, perçue comme le seul vrai remède à la crise globale (crise de civilisation) à laquelle nous sommes confrontés.

Cette entrée a été publiée dans [Agenda du P.P.L.D.](#). Placez un signet sur le [permalien](#).
Source : <http://www.partipourladecroissance.net/?p=4909>

La décroissance a fait l'objet d'une masse importante de réflexions et de publications dont une histoire remontant aux années 1970, est mise à disposition sous la rubrique 'Histoire du site <http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/historique> de l'

[Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable](#)

Historique - « Le mot « **décroissance** » a été employé la première fois par Jacques Grinevald, traducteur, disciple et ami du père de la bioéconomie, Nicholas Georgescu-Roegen, qu'il rencontre en 1974. Nicholas Georgescu-Roegen parlait parfaitement le français et utilisait avec ses traducteurs le mot décroissance en français dans le texte. L'universitaire Jacques Grinevald a fait paraître en français le travail du mathématicien américano-roumain dans un livre de 1979 intitulé *Demain la décroissance : entropie-écologie-économie*, traduit et préfacé par Ivo Rens et Jacques Grinevald (Lausanne, éd. Pierre-Marcel Favre et à présent [disponible en ligne sur le site des « Classiques des sciences sociales »](#)).

Si la décroissance n'appartient à personne, son histoire immédiate que nous présentons ici ne peut être ignorée. En effet, la tendance malheureuse est à la réécriture l'histoire, par omission le plus souvent, pour des raisons partisans ou d'autres..

Lire la suite sur ce site : . <http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/historique>

Une très abondante documentation, avec mise à jour régulière, est fournie sur le site de cet Institut. Y figurent des citations nombreuses avec un renvoi aux sources. Nous en avons choisi un certain nombre que nous faisons suivre.

« Si nous voulons éviter cette sorte de carnage que nous recontrerons si nous atteignons les niveaux d'émission prévus par la science, la réduction du carbone doit être conduite soigneusement vers ce que Anderson et Bows décrivent comme une " immédiate et radicale décroissance aux Etats-Unis, en Europe et autres nations bien-portantes." » **NewStatesman, 29-10-2013. Kevin Anderson est le responsable du *Tyndall Center*, en Grande-Bretagne, un des principaux centres de recherche sur le climat.**

« Le modèle actuel est insoutenable. C'est pourquoi il nous faut bien réfléchir autrement. Je plaide pour une décroissance sélective qui repose sur le fait de s'interroger sur nos véritables besoins. Promouvoir une forme de "tempérance solidaire" peut devenir un moyen pour un projet de société passionnant, pour mieux vivre ensemble. » Cécile Renouard, économiste, auteur de **Éthique et entreprise, pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire, (éditions de l'Atelier, 2013) , **La Croix**, 21 novembre 2013.**

« Il faut vite abandonner le dogme de la croissance » Pierre Rabhi, France Info, 14 octobre 2013.

« [Les principales organisations environnementales] ont fait plus de dégâts que les négationnistes climatiques de droite. Si on a perdu tellement de temps, c'est bien à cause d'elles (...) le niveau de réduction des émissions dont nous avons besoin dans les pays développés est incompatible avec la croissance économique. (...) Nous avons globalisé un modèle économique insoutenable d'hyperconsommation. Il se répand dans le monde avec succès, et il nous tue. (...) Les groupes environnementalistes n'ont pas été les spectateurs de ce phénomène, ils en ont été les partenaires. Ils voulaient en faire partie. »

Noami Klein, [Earth Island Journal](#) traduit par [Reporterre.net](#)

« Mais au fait, pourquoi croître ? Et comment le faire au sein d'un monde fini ?

Le “toujours plus” est-il seulement possible ad vitam aeternam quand nous naviguons sur un esquif qui a ses limites ? À force de puiser dans les soutes de la terre, nous allons évidemment en épuiser les réserves. Un enfant le comprendrait. (...) La croissance, déesse moderne, est marchande d'illusions. (...) Si chacun n'a dans l'idée que de voir croître le niveau de sa propre abondance, d'épaissir le matelas de son confort et de sa consommation, il n'y a pas de raison que cette course sans fin et sans frein s'arrête autrement que dans une catastrophe. »

Bruno Frappat, journaliste, **La Croix**, 13 septembre 2013

« Les gens qui possèdent les journaux sont des capitalistes. (...) J'attends que l'on qualifie tous les éditorialistes, rédacteurs en chef et chroniqueurs de “journalistes engagés” parce que jour après jour, ils répandent une vision du monde dans laquelle la croissance est absolument indispensable. (...) La question écologique oblige, si on la prend au sérieux, à remettre en cause le système en place. » Selon Hervé Kempf, journaliste, **Libération**, **5 septembre 2013**.

« Le mode de vie actuel dans les pays développés n'est pas soutenable. On ne peut pas continuer à 8 tep/hab/an pendant que des Somaliens sont à 200 kg! Toutes les guerres du monde ne pourront pas faire augmenter les réserves de pétrole qui sont un invariant. Les accaparer en ruinant des pays, en apportant le malheur à des peuples, en rayant de la carte des civilisations, ne peut amener qu'un sursis. L'alternative est dans la sobriété, le changement de rythme, la décroissance qui suggère un changement de valeur : ne pas stigmatiser la lenteur, ne pas s'éblouir de la nouveauté, ne pas faire dans le mimétisme ravageur de l'Occident... »

Chems Eddine Chitour, professeur de thermodynamique à l'Ecole Polytechnique d'Alger, **L'Expression** (Algérie), 18-4-2013.

« Dominique Bourg [...] enseigne à l'université de Lausanne. Il fut longtemps le conseiller politique de Nicolas Hulot (...). Or, dans le numéro de février du mensuel (...) “La Décroissance”, il sonne le tocsin. Il n'hésite pas à parler d'effondrement. “Aujourd'hui, souligne-t-il, nous faisons face à une dégradation continue de la biosphère, un appauvrissement continu des ressources. L'ensemble des écosystèmes s'affaiblit. [...] Nous n'avons jamais connu une période aussi difficile dans l'Histoire.” Un peu plus loin, il ajoute : “Tous nos modes de vie, toute la société reposent sur des flux de matières et d'énergie sans cesse croissants. Or ces ressources sont en voie d'épuisement, et notre consommation d'énergie perturbe le système biosphère. Sans décroissance de ces flux de matières et d'énergie, on ne s'en sortira pas.” »

Jean-Claude Guillebaud, **Sud Ouest**, 10-3-2013

« Si tu ne viens pas à La Décroissance ... La Décroissance viendra à toi ! »

« Dans ce que je dis, il ne faut pas croire que la préoccupation environnementale c'est nous (les pays du Sud) qui devons faire les plus grands efforts, c'est aux pays du Nord de réduire leur niveau de vie. Les auteurs qu'on appelle objecteurs de croissance nous disent qu'il faut que le Nord accepte de réduire son niveau de vie pour que les pays du Sud espèrent voir la leur s'élever. Ces objecteurs disent que la croissance qui est le maître-mot de l'économie est une aberration, parce que nous ne pouvons pas avoir une croissance illimitée dans un monde aux ressources limitées. Il faut donc aller vers une décroissance, mais la décroissance ce ne sont pas les pays du Sud. La décroissance, ce sont aux pays du Nord qui sont les grands gaspilleurs d'accepter de réduire leur niveau de vie. »

Pierre Gomdaogo Nakoulima, Professeur titulaire à l'Université de Ouagadougou et directeur du Centre d'étude pour la promotion, l'aménagement et la protection de l'environnement (CEPAPE), ([lire la suite](#))

[Ces extraits ne sont pas exhaustifs sur le sujet de la **décroissance** : c'est seulement une sélection arbitraire qui n'enlève rien à la qualité et la pertinence des auteurs qui n'ont pas été cités et que l'on peut aborder à la source ci-après. JH].

Pour prendre connaissance de toutes les contributions, se reporter au site suivant : :
<http://www.decroissance.org/>

Enfin, **'Yonne Lautre'** [un site [inter-associatif](#), coopératif, gratuit, sans publicité, sans subvention, indépendant de tout parti] consacre régulièrement des articles et des brèves autour de la **décroissance** et une recherche rapide a permis d'extraire les quelques articles suivants, parmi un grande série d'autres :

"Entre croissance et décroissance, réinventer le politique" par Geneviève Azam
jeudi 26 octobre 2006 par Yonne Lautre - **français**

"Ecologie et société : faire passer les valeurs avant la valeur" par Philippe Mühlstein jeudi 29 mai 2008 par Mühlstein Philippe - **français**

"Antimanuel d'écologie", un livre d'Yves Cochet dimanche 5 avril 2009 par Yonne Lautre - **français**

L'économie du bonheur, une décroissance séduisante vendredi 18 mai 2012 par Yonne Lautre - **français**

Jean Giono, éclairer de la décroissance jeudi 19 décembre 2013 par Yonne Lautre - **français**

"Leurres de vérité" par Yann Fiévet : "Madiba et les deux nigauds" dimanche 22 décembre 2013 par Fiévet Yann - **français**

Lire les autres contributions se trouvent sur le site de 'Yonne Lautre' :

<http://yonne.lautre.net/spip.php?page=recherche&recherche=d%C3%A9croissance>

7. Une convergence est-elle possible entre croissance verte et décroissance ?

Croissance verte ou décroissance ?

Annnonce d'une publication d'Alternatives Economiques Hors-série n° 084 - février 2010 :

'L'état de l'économie 2010'

- [Sommaire du numéro](#)
- [J'achète ce numéro \(6.90 €\)](#)
- [Je m'abonne](#)

« Il y a trente ans, les écologistes n'étaient encore qu'une minorité. Aujourd'hui, plus personne ne met en doute la nécessité de changer l'économie afin d'assurer la survie de nos enfants et de nos petits-enfants. Le consensus est cependant loin d'être acquis sur ce qu'il faudrait faire. En dépit de leurs proclamations écologistes, les grandes forces politiques persistent à vouloir réorienter très progressivement l'économie marchande, sans imposer de trop fortes contraintes aux acteurs économiques, afin de ne pas casser la croissance et l'emploi ».

Pour lire la suite de l'article : [• Je suis abonné à l'une des publications d'Alternatives Economiques](#)

- à cette publication : [je m'identifie pour accéder gratuitement à cet article.](#)

- à une autre publication, et j'ai une extension d'archives : [je m'identifie pour accéder gratuitement à cet article.](#)

- à une autre publication sans extension d'archives : [j'achète une extension d'archives dans mon espace personnel.](#) Ces conditions ne sont pas applicables aux abonnés de Santé & Travail

[• Je ne suis abonné à aucune des publications d'Alternatives Economiques](#)

Source : http://www.alternatives-economiques.fr/croissance-verte-ou-decroissance-fr_art_910_48099.html

Croissance ou décroissance ? - Document de la rubrique 'Comprendre - Changer de logique' publié par le [Mouvement Colibris](#) [Initialement appelé Mouvement pour la Terre et l'Humanisme].

« Journalistes, ministres, statisticiens, économistes, syndicalistes, dans leur grande majorité, présentent la croissance économique comme le seul projet viable de société, le seul levier capable de nous apporter emplois, bonne santé économique et prospérité. Pourtant, si le PIB mondial n'a cessé de croître ces 50 dernières années, les inégalités grandissantes entre individus et la surexploitation des ressources naturelles nous mènent tout droit à des impasses sociales et écologiques. L'idéologie de la croissance économique et matérielle indéfinie est-elle réellement facteur de développement, de progrès et de mieux-être pour l'humanité ? Ce modèle de société est-il durable et généralisable ? »

« L'heure du changement de logique semble venue, où le "toujours plus", effréné et insensé, laisse place à la sobriété heureuse, consciente et responsable. En résumé, faire le choix de la croissance ou de la décroissance c'est :

- prendre en compte les ressources dont nous disposons vraiment, individuellement et collectivement ;
- nous demander si le PIB reflète vraiment la qualité de vie humaine et la satisfaction des habitants d'un pays dans une réflexion citoyenne personnelle et collective ;
- faire les choix personnels qui sont en adéquation avec notre éthique, nos valeurs et notre vie personnelle, familiale et citoyenne, dans une contribution "cré-active" au quotidien.

L'impossible croissance illimitée sur une planète limitée

« Chercher à tout prix une croissance économique illimitée sur une planète aux ressources limitées est un non-sens qui nous voit couper la branche sur laquelle nous sommes assis. Si tous les habitants de la terre se mettaient à consommer comme un occidental moyen, il nous faudrait l'équivalent de trois planètes pour subvenir aux besoins de tous. Ce mode de vie et de ponction des ressources naturelles n'est ni généralisable ni soutenable à long terme. Depuis la fin des années 70, l'empreinte écologique de l'humanité a dépassé la capacité biologique de la planète : nous consommons davantage de ressources que la terre ne peut théoriquement nous en fournir de manière pérenne. Nous vivons au-dessus de nos moyens ».

« "The story of stuff", d'Annie Leonard, nous dévoile le cycle de vie de tous ces objets que l'on consomme au quotidien sans vraiment savoir d'où ils viennent ni où ils vont. Elle explique d'une façon ludique mais sérieuse comment fonctionne l'économie globale matérialiste et ses conséquences sur l'économie, l'environnement et la santé. Vous pouvez voir le film, en VO sous-titrée en français, sur le site www.storyofstuff.org Accrochez vous, ça va vite mais c'est passionnant ! »

L'effet Kobe ou le non-sens de l'indice du PIB

« Le PIB mesure sous forme monétaire la quantité de biens ou de services produits dans un pays sur une période donnée. Mais il ne prend nullement en compte les raisons ou les effets qualitatifs de ces productions. Outre la fracture sociale, la pollution, le réchauffement climatique, la destruction des écosystèmes, l'épuisement des ressources... sont non seulement ignorés mais parfois même comptabilisés de manière positive dans le PIB ».

« L'effet Kobe fait référence à un grave tremblement de terre au Japon, ayant touché des milliers de victimes, mais ayant permis de relancer l'économie par la reconstruction nécessaire des voiries, infrastructures, logements... Les événements les plus destructeurs comme les inondations, les accidents de voiture, les hospitalisations... stimulent paradoxalement la croissance économique et haussent l'indice de « développement » d'un pays ».

Que faire ?

« Sortir de l'idéologie de la croissance indéfinie signifie pour chacun d'entre nous limiter nos prétentions, lâcher notre insatisfaction perpétuelle, renoncer à nos désirs de « toujours plus » et choisir la sobriété volontaire et heureuse ».

« Une société qui fait ce choix éthique et politique reconnecte ses priorités à l'essentiel : satisfaire les besoins fondamentaux de tous les citoyens, veiller à la répartition équitable des biens légitimes, édifier une organisation sociale et territoriale dans le respect de l'équilibre naturel, encourager la participation « cré'active » de chacun au service de l'intérêt collectif. Aux logiques de compétition et d'antagonisme, il est possible de substituer les valeurs de coopération et de complémentarité ».

« L'indicateur du PIB pourrait être abandonné pour laisser place à de nouveaux outils de mesure du progrès réel de l'humanité, qui tiendraient compte de l'adéquation du développement économique et matériel avec la capacité biologique de la terre et du bien-être social. De nouvelles approches voient le jour : PID (Produit Intérieur Doux), IBH (Indice de Bonheur Humain), IDH (Indice de Développement Humain) ».

Croissance et fracture sociale

« La croissance économique se calcule de manière globale sans prendre en compte le niveau d'équité de répartition des richesses entre individus. L'idée qu'elle serait un vecteur de réduction des inégalités n'est désormais plus recevable. Bien au contraire, 20% des habitants de la planète s'accaparent 80% des ressources ; les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux. Selon les Nations Unies, les 225 personnes les plus riches ont une fortune supérieure à ce que gagnent chaque année les trois milliards d'individus les plus pauvres (soit près de la moitié de l'humanité !) ».

« Les inégalités au sein d'un même pays ne cessent de croître également. En Europe centrale et de l'est, malgré un fort taux de croissance ces dernières années, la proportion d'habitants vivant avec moins de un dollar par jour est passée de 0,5% en 1990 à 3,5% en 2005 ».

La croissance, facteur de bien-être ?

« Au regard des sociétés occidentales, où le stress, l'alcoolisme, la violence, les suicides, les maladies de dégénérescence, la solitude ne font qu'augmenter, travailler plus, dépenser plus, posséder plus, ne semble pas être un gage de bonheur. La courbe de croissance économique dans les pays développés est d'ailleurs quasiment parallèle à celle des ventes en volume d'antidépresseurs. Ainsi, le PIB ne reflète-t-il pas la qualité de vie humaine et la satisfaction des habitants d'un pays ».

« On a ainsi de quoi s'interroger sur la pertinence de la croissance en tant qu'indicateur de progrès et se demander à quoi servent nos efforts acharnés pour son développement, si cela ne contribue pas à offrir plus de bonheur aux vivants ? Serait-elle seulement une idéologie savamment distillée à toute l'humanité pour la défense des intérêts privés de quelques uns et communément admise par tous par habitude ou résignation ? ».

Questions... suggestions... réactions... Si vous avez des questions, des suggestions, des réactions sur la page, n'hésitez pas à contacter **Gregory**. Merci !

Source : <http://www.colibris-lemouvement.org/comprendre/croissance-ou-decroissance>

"Croissance verte" ou décroissance? Contribution de **François NICOLAS**, REZE (44)
20 août 2012

« Quand la pensée unique ne jure que par la croissance, elle ne jure que par la croissance du PIB c'est-à-dire par la croissance de la marchandisation des biens et services. Quand la décroissance se définit en opposition à la croissance, elle prône la décroissance du PIB c'est-à-dire de diminution de la marchandisation des biens et services. Ainsi, la décroissance est par définition compatible avec l'augmentation des services publics. Par contre, ce n'est pas le cas de la croissance. En effet, toute politique basée sur la croissance se doit de rendre les biens essentiels inaccessibles à une partie de la population pour maintenir la rareté qui, dans un système capitaliste, conditionne le maintien de prix élevés sans lesquelles il n'y a plus de croissance du PIB ».

« La pauvreté, l'augmentation des inégalités n'étant pas des conséquences fortuites mais des conditions nécessaires à toute croissance, ils peuvent rêver de « croissance verte » ou de « développement durable » mais, il serait grand temps qu'ils ouvrent les yeux et réalisent que si nous conservons un système basé sur la croissance, c'est-à-dire un système qui ne peut survivre qu'en augmentant les frustrations et pénuries, le monde à venir ne laissera bientôt plus aucune place aux idéaux humanistes, aux valeurs fondamentale de la république française ».

Sur le même thème;

<http://mingata.blogs.nouvelobs.com/archive/2010/07/08/cro...>

<http://mingata.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/01/30/en-...>

Publié dans [agriculture](#), [économie](#), [politique](#), [sourire](#) | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(0\)](#) | [Envoyer cette note](#) | Tags : [liberté](#), [égalité](#), [fraternité](#), [république](#), [valeur](#), [économie](#), [croissance](#), [décroissance](#), [monnaie](#), [service public](#) | [Facebook](#) | | | [« C'est quoi la décroissance? »](#) | [Page d'accueil](#) | [\[#Video\] D.E.C.R.O.I.S.S.A.N.C.E.](#) »

Source : <http://mingata.blogs.nouvelobs.com/archive/2012/08/20/croissance-verte-ou-decroissance.html>

Croissance verte ou décroissance ? Document publié le **8 février 2013** par **Patrice Valantin**.

« Chacun s'accorde à reconnaître que la destruction du capital naturel a des conséquences sociales désastreuses, que nous constatons dès aujourd'hui. Les grandes conférences internationales, auxquelles participent aussi le monde économique, ne cessent de proclamer l'état d'urgence et cherchent des solutions pour la destination universelle des biens de la terre. Aujourd'hui, si tout le monde est en général acquis à la nécessité d'agir, seules deux grandes idées sont professées : la décroissance ou l'économie verte ».

« Aucune des deux n'aborde cependant la réalité, car elles ne cherchent pas à changer le modèle, mais simplement à en atténuer ses effets, comme s'il suffisait de quelques réglages pour résoudre un problème de cette dimension. Les deux théories sont identiques dans leur fondement, restant sur le même modèle de société où la toute puissance de la raison humaine permet d'ordonner le monde. Ce ne sont pas des solutions systémiques : elles ne proposent pas d'autre système. Il est évident que la croissance a des limites et qu'il faudra sans doute diminuer le prélèvement des ressources, et aussi, par des technologies innovantes, atténuer les effets de l'activité humaine sur la biosphère. Mais ce ne sont que des outils, et non des solutions globales. Il est indispensable de chercher une vision beaucoup plus systémique – dans laquelle ces outils auront très certainement chacun une raison d'être – mais nous devons cesser de les considérer comme une solution certaine à notre problème actuel ».

« Il est en effet illusoire d'espérer contraindre la Vie à des logiques humaines. Elle existe depuis des milliards d'année, et aura toujours sa dynamique propre. L'adaptation indispensable de l'humanité dans les logiques naturelles n'est pas un principe philosophique, mais une nécessité biologique : la Vie n'est pas un matériau. Nous en sommes dépendants, et même si souvent nous l'adaptions à nos besoins, nous ne la maîtrisons jamais totalement. Nous ne savons pas vraiment ce qui est bon ou mauvais pour la Vie, car nous manquons de connaissance sur le fonctionnement même du vivant ».

« Les solutions proposées aujourd'hui, même les plus extrêmes, interrogent rarement le modèle, et se contentent de corrections marginales. La solution est donc à rechercher dans l'intégration écologique de nos modèles : non pas mettre un peu d'écologie dans un système, mais intégrer le système dans l'écologie. C'est donc un regard résolument neuf et tourné vers l'avenir, qui permettra de créer les nouveaux outils dont nous avons besoin. Cela ne signifie pas abandonner la technologie et les progrès passés, bien au contraire, mais de les sublimer en les rendant compatibles avec la Vie, avec l'Oïkos : c'est l'œcompatibilité. Commençons par quitter nos oripeaux d'ancien régime qui nous empêchent d'avoir l'imagination nécessaire. L'innovation d'Ætopia sera avant tout sociale, car c'est en repensant nos organisations et leur gouvernance que le chemin s'ouvrira. Les castes et les dogmes infestent beaucoup trop les institutions de l'ancien régime pour qu'il soit possible d'avancer. Décroissance et croissance verte en sont les parfaits exemples : des outils au service d'intérêts particuliers, qu'ils soient écologiques ou financiers ».

« En s'inspirant du fonctionnement des écosystèmes pour son organisation, Ætopia veut retrouver une dynamique positive qui débouchera fort logiquement sur les nouveaux modèles et les nouveaux outils recherchés : économie de fonctionnalité, économie circulaire, bio-inspiration, bio-mimétisme, intelligence collective... Les modèles économiques s'adapteront si nous commençons par changer notre regard sur l'avenir, sans chercher à reconstituer le passé. La révolution commence ainsi par une attitude culturelle et psychologique, qui laissera la décroissance et l'économie verte en arrière pour créer l'économie œcompatible et intégrée dans les écosystèmes ».

Ce contenu a été publié dans [Ecologie](#), [Economie](#), [Société](#) Mettez-le en favori avec son [permalien](#) - [Fièrement propulsé par WordPress](#)

Source : <http://www.oetopia.fr/croissance-verte-ou-decroissance/>

Oublions les « trente glorieuses », une prospérité sans croissance est possible

Auteurs : [Lucas Chancel](#) et [Damien Demailly](#) - [IDDRI](#) avec Le Monde / 8 décembre 2013

« Dans la grande majorité des pays industrialisés, les taux de croissance sont en baisse depuis quarante ans. Pour les générations nées après les « [trente glorieuses](#) » - un Français sur deux -, les appels au retour d'une « croissance forte » semblent désuets et irréalistes. D'autant plus que les taux de croissance des décennies à venir pourraient être plus faibles encore que lors des décennies passées, pour au moins quatre raisons ».

>> [Lire la tribune en ligne](#)

Source : <http://www.iddri.org/Tribunes/Oublions-les-trente-glorieuses-,une-prosperte-sans-croissance-est-possible>

>> [Lire l'étude Iddri-Cired : Une société post-croissance pour le xxi^e siècle - Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ? \(A post-growth society for the 21st century - Does prosperity have to wait for the return of economic growth?\)](#)

Le dernier document rapporté dans ce vaste tour d'horizon s'intitule : **'Croissance verte vs. décroissance : sortir d'un débat stérile'** Auteur : [Damien Demailly](#) - Policy Briefs N°12/2013. IDDRI, 2013. 4 pages. Diffusé sous les auspices de l'[IDDRI](#)

- **UN DÉBAT * POTENTIELLEMENT RICHE**

[* Pour Wikipédia, « un **débat** est une [discussion](#) ou un ensemble de discussions sur un sujet, précis ou de fond, à laquelle prennent part des individus ayant des avis, idées, réflexions, opinions plus ou moins divergents. Un débat peut s'exprimer sous diverses formes, la plus courante étant la réunion en un même endroit des personnes physiques. Article spécial à lire sur le site.. » : <http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9bat>]

Il existe une revue en français qui est consacrée au concept de débat : voir le site <http://le-debat.gallimard.fr/>

Par ailleurs, une structure française dénommée [Commission nationale du débat public \(CNDP\)](#) est chargée de veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national... Pour plus de détails, consulter le site <http://www.debatpublic.fr/>

« Qu'est ce qu'un [débat](#) utile ? Chacun a le souvenir de discussions politiques enflammées, autour d'un repas familial, qui n'aboutissent à rien si ce n'est à mettre mal à l'aise tous les convives et - de fait - à bannir le sujet pour des années. Plus rarement, et bien qu'elles ne se concluent pas dans le consensus, elles permettent de révéler les hypothèses clés de chaque débattre et les valeurs qui les opposent, et ouvrent de nouvelles pistes de réflexion. Les discussions entre les partisans de la croissance verte et les tenants de la décroissance sont généralement du premier type : mieux vaut ne pas lancer le sujet à table si on veut apprécier le repas ».

« Ces deux « communautés » - académiques et politiques - se rejoignent sur le constat : le modèle de croissance actuel, qui repose sur une consommation toujours plus accrue de

ressources naturelles et sur la dégradation de l'environnement, doit être profondément transformé. Les risques liés aux impacts du changement climatique ou à l'érosion de la biodiversité sont inacceptables, et la « croissance brune » pourrait même s'autodétruire par la hausse du prix des matières premières ou par le coût économique de la pollution. Décroissants et « croissantistes verts » se rejoignent aussi souvent sur certaines politiques publiques à mettre en oeuvre pour protéger l'environnement, en particulier en matière d'économies d'énergie ou de développement des énergies renouvelables. Mais elles s'opposent frontalement sur les implications pour la croissance économique de la transition écologique ».

« En effet, pour les décroissants, croissance économique et protection de l'environnement sont incompatibles, au moins dans les pays industrialisés. Pour les tenants de la croissance verte, ces objectifs sont compatibles, et les mesures de protection de l'environnement peuvent même stimuler la croissance à court comme à long terme. Cette opposition pourrait être riche ; elle est malheureusement stérile ».

« Elle est stérile car le sujet est complexe — les interactions entre l'économie et l'environnement sont extrêmement diverses —, et les deux communautés ont beaucoup de mal à échanger : elles ont de manière générale peu de considération l'une pour l'autre et utilisent des outils analytiques différents. Par ailleurs, la croissance économique est un sujet particulièrement clivant : elle a apporté une indéniable prospérité aux pays industrialisés pendant « l'âge d'or » (notamment les 'Trente Glorieuses' en France), et on attribue — parfois de manière excessive — les difficultés actuelles de ces derniers à sa faiblesse ; prévoir ou appeler de ses vœux la fin de la croissance est alors perçu comme un retour à « excessive - les difficultés actuelles de ces derniers à sa faiblesse ; prévoir ou appeler de ses vœux la fin de la croissance est alors perçu comme un retour à « l'âge de pierre ».

« Le débat entre croissantistes verts et décroissants est stérile, pourtant il permet de mieux appréhender les interactions entre l'économie et l'environnement, d'identifier les facteurs clés pour réussir le découplage entre pollution et croissance et plus généralement pollution et développement économique. Il nous interpelle sur les grandes transformations économiques en cours - numérique, mondialisation - et leur impact environnemental. Il peut clarifier les liens entre croissance et prospérité, différencier les besoins réels de croissance pour nos économies et les besoins fantasmés, alors même que les pays industrialisés connaissent depuis plusieurs décennies une croissance atone, et que les perspectives ne sont pas forcément réjouissantes ».

« Car c'est là l'intérêt principal, finalement, de l'opposition entre les communautés décroissantes et croissantistes verts : elle nous invite à questionner notre besoin de croissance alors que les incertitudes sur son avenir, en particulier à moyen terme, n'ont jamais été aussi grandes. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) vont-elles enfin tenir leur promesse d'une nouvelle vague de croissance dans les pays les plus « avancés » ? Le passage « naturel » à une économie de services les condamne-t-il aux faibles gains de productivité de ces dernières décennies ? Enfin, si nous savons que notre économie doit se transformer pour réduire notre « empreinte écologique », nous devons admettre que nous en savons peu sur l'impact macroéconomique d'une telle transformation, qui ne saurait être marginale. Vague de croissance, comme le pensent certains ? Un demi-point de croissance en plus ou en moins dans les décennies à venir ? Stagnation ? Il est temps de questionner nos

certitudes sur la croissance, notre compréhension de ses mécanismes et son avenir, et sur le besoin qu'en ont – vraiment – nos économies et nos sociétés. Voilà ce à quoi nous invite le débat entre décroissants et croissantistes verts ».

« L'Institut du développement durable et des relations internationales (**IDDRI**) a organisé, en juillet 2013, à l'Assemblée nationale et sous le haut patronage du Président de la République, une conférence internationale (« **Une société innovante pour le XXIème siècle** », en anglais **An innovative society for the twenty-first century - Iddri**) pour écouter et faire dialoguer des partisans de la croissance verte et de la décroissance ainsi que des responsables politiques. Pendant deux jours, ils ont échangé – ou plutôt essayé d'échanger – sur leur analyse de la croissance, des implications économiques de la raréfaction des ressources ou de l'urgence climatique, ainsi que sur les raisons pour lesquelles le bon fonctionnement des sociétés industrialisées dépend, ou non, de la croissance de leur PIB. À l'issue de cette conférence, nous ouvrons quatre pistes de réflexion et de travail entre les communautés académiques et politiques pour faire du débat entre croissance verte et décroissance, un débat vraiment utile à nos sociétés ».

- **STRUCTURER UN DÉBAT PASSIONNÉ**

« Le débat entre décroissants et croissantistes est parfois passionné. On peut entrer dans l'une de ces communautés comme on entre en religion : avec de la foi. Mais là n'est pas la seule raison de la difficulté à organiser un dialogue entre elles. Elle tient aussi à l'absence de consensus sur la manière de représenter les interactions entre l'économie et l'environnement. Les croissantistes reprochent par exemple aux décroissants de se concentrer sur les stocks et les flux de matières et d'oublier le « jeu économique » d'augmentation des prix des ressources et donc d'innovation technologique ou organisationnelle. Les décroissants, pour leur part, critiquent les modèles économiques des croissantistes, qui perdent la trace des flux de matières en se concentrant sur les flux monétaires, ou encore surestiment les possibilités d'innovation en ne représentant pas explicitement les technologies clés et leurs limites. Pourtant, des modèles « nouvelle génération » tentent déjà de combler le fossé entre les représentations des différentes communautés : ils peuvent constituer une base de dialogue intéressante, voire servir de point de départ à la co-construction de modèles ».

« En parallèle, le débat nécessite une clarification des hypothèses clés conduisant, ou non, au découplage absolu entre croissance, et plus généralement développement économique, et pollution. Ainsi, l'analyse comparée des nombreux scénarios énergétiques permettrait de mettre en lumière les hypothèses clés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, parmi lesquelles on s'attend d'ores et déjà à trouver : la dynamique de baisse des coûts des technologies 'bas carbone' ; l'évolution des besoins de transport de personnes et de marchandises, et donc l'organisation spatiale des villes et de la production ; l'évolution des modes de consommation et de leur contenu énergétique. Dès lors, il convient d'organiser la discussion autour de ces hypothèses déterminantes : quelles sont les dynamiques à l'œuvre ? Quel est le champ des futurs possibles ? Quelles sont les marges de manœuvre politiques ? »

- **ANALYSER LES ESPOIRS DES NTIC ***

[* D'après Wikipédia, « les notions de **technologies de l'information et de la communication (TIC)** et de **nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)** (en anglais, *Information and communication technologies, ICT* ou *Télématique* en français) regroupent les **techniques** principalement de l'**informatique**, de l'**audiovisuel**, des **multimédias**, de l'**Internet** et des **télécommunications** qui permettent aux utilisateurs de communiquer, d'accéder aux sources d'information, de stocker, de manipuler, de produire et de transmettre l'information sous toutes les formes: **texte**, **document**, **musique**, **son**, **image**, **vidéo**, et **interface graphique** interactive (**IHM**). En ce qui concerne les NTIC, le terme tend à qualifier plus particulièrement les problématiques résultant de l'intégration de ces technologies au sein des systèmes institutionnels, recouvrant notamment les produits, les pratiques et les procédés potentiellement générés par cette intégration.

L'article complet est à découvrir sur le site suivant :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Technologies_de_l'information_et_de_la_communication]

« Les **NTIC** sont au cœur des discussions sur l'avenir de la croissance, verte ou pas, et sur les nouveaux « modèles de croissance ». Elles méritent dès lors une attention particulière. Elles ouvrent en effet la porte à de nouveaux usages, de nouveaux *business models*, de nouvelles organisations spatiales : bref, une nouvelle économie, avec un nouveau potentiel de productivité et de croissance. Les espoirs suscités sont nombreux, du partage des objets sur Internet à la micro-production d'énergie en passant par le « covoiturage 2.0 », l'achat sur Internet de paniers issus de l'agriculture locale et plus généralement les services à la personne. Sans parler des imprimantes 3D et de la révolution industrielle qu'elles sont censées porter ».

« Certains de ces espoirs ne vont pas se réaliser massivement. D'autres le feront, sous la forme que nous anticipons ou sous une autre, fruit des échanges entre l'économie numérique, l'économie « dominante » et les usagers. Mais ces transformations vont-elles déclencher une vague de gains de productivité ? Des gains en quantité ou en qualité ? »

« Par ailleurs, les NTIC stimulent l'innovation sociale, ouvrent la porte à de profondes réorganisations qui peuvent être bénéfiques à la protection de l'environnement. Mais elles peuvent aussi lui nuire, que ce soit en favorisant des comportements à forte empreinte écologique (l'échange d'appartement sur Internet favorise le tourisme longue distance) ou par l'empreinte écologique de la technologie elle-même. Les NTIC sont fortement consommatrices de ressources et sont d'ores et déjà responsables de 2 % des émissions mondiales de CO₂, autant que le secteur de l'aviation. Et comme ce dernier, le marché du numérique est en plein boom. Quelles sont les nouvelles régulations rendues nécessaires par l'émergence des NTIC, afin que ces technologies bénéficient à la protection de l'environnement plutôt qu'elles ne lui nuisent ? »

• **MIEUX COMPRENDRE LA MONDIALISATION POUR MIEUX LA RÉGULER**

« Le débat sur la croissance – verte ou pas – nous invite à mieux appréhender les grandes transformations économiques en cours et comment elles modifient l'agenda écologique. Parmi ces transformations figurent, outre le numérique, la mondialisation des modes de vie et des échanges de produits, de capitaux et de technologies. Comme les NTIC, la mondialisation porte des espoirs de croissance, brune ou verte ».

« Dans quelle mesure la mondialisation est-elle un facteur de croissance ? L'est-elle encore alors que les droits de douane, et plus généralement les freins aux échanges, ont d'ores et déjà été majoritairement levés ? Elle l'est à l'évidence pour les pays en développement, grâce aux échanges peut-être, grâce surtout aux transferts de technologies et plus généralement d'organisation économique. La mondialisation est un puissant tapis roulant, qui diffuse du Nord au Sud un certain modèle de croissance, brun aujourd'hui et peut-être vert demain, et constitue également un puissant facteur de convergence économique entre pays en développement et pays développés. En faisant baisser les coûts de la production, la mondialisation est aussi un facteur de diffusion des nouvelles technologies au sein même des pays industrialisés ».

« La mondialisation est-elle pour autant un facteur d'invention ? Aide-t-elle les pays industrialisés à repousser la « frontière technologique », à trouver de nouveaux potentiels de productivité verts ou non ? Les espoirs sont à confirmer. La nouvelle géographie de l'innovation qui semble émerger, et dans laquelle le Sud ne fait pas qu'adopter les inventions de Nord, mais les adapte, produit ses propres inventions et les diffuse au Nord, porte l'espoir d'un « enrichissement » de la capacité mondiale d'invention *. La nouvelle géographie de la production, où le Nord « capte la valeur » très en amont et très en aval, pourrait aussi être une incitation à investir fortement dans la R&D ».

[* C'est dans cet esprit que le [Dr. Mae-Wan Ho \(ISIS\)](#) nous invite à « une [libération de la science et de l'imagination](#) qui constitue une priorité absolue pour la survie des populations et pour la planète ».]

« Toutefois, on peut déjà craindre un effet stérilisateur de la mondialisation sur l'invention radicale, sur les ruptures technologiques. Le cas du solaire, malgré sa particularité d'être un produit qui doit être subventionné au moins transitoirement, illustre cette crainte. Les difficultés pour les pays industrialisés à produire industriellement ces nouvelles technologies, face à la concurrence chinoise, mettent-elles en péril leur capacité de R&D, qui est pourtant clé au niveau mondial ? Faut-il produire l'existant pour être capable d'inventer des ruptures ? L'amont de la filière solaire européenne dépend-il structurellement de la santé économique de l'aval ? Cette crainte doit être investiguée, comme doivent l'être plus généralement les liens entre production et R&D, afin de mieux appréhender les risques et opportunités de la mondialisation pour l'innovation et mieux la réguler ».

• **PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE : L'IMPOSSIBLE RÉCIT POSITIF ?**

« La difficulté des décroissants et des croissantistes verts à dialoguer tient au rôle central de la croissance économique dans nos sociétés. La croissance étant considérée comme indispensable à la prospérité, l'hypothèse d'une stagnation, voire d'une décroissance, est rejetée *a priori* avant d'être débattue raisonnablement. S'il n'y a pas de « récit positif » sans croissance, alors il faut de la croissance ou en tout cas promettre son retour, grâce ou malgré la protection de l'environnement ».

« N'y a-t-il pas de récit positif sans croissance ? Peut-on construire une société post-croissance qui soit « prospère » ? Il nous semble important de faire travailler les décroissants et les croissantistes verts sur cette question. Parce que c'est un enjeu clé, et pas uniquement pour des raisons environnementales : compte tenu des incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la croissance, l'hypothèse d'une stagnation pour la décennie ou les

deux décennies à venir doit être étudiée. Car, en faisant la part des choses entre les besoins de croissance fantasmés et les besoins réels, on peut espérer aborder plus sereinement la question de l'avenir de la croissance. On passe à l'étape suivante pour mieux revenir à l'étape précédente ».

« Construire un récit positif pour les sociétés industrialisées sans retour de la croissance forte n'est pas chose impossible, certains auteurs mettant en évidence que bonheur subjectif et PIB y sont décorrélés depuis longtemps. De même, les liens entre croissance d'une part, réduction des inégalités ou emploi d'autre part ne sont pas aussi solides que l'on peut généralement le penser ».

« C'est surtout pour les États-providence que la perspective d'une croissance faible maintenue doit interpeller, dans un contexte marqué par le vieillissement de leur population ou le développement du secteur de la santé. Cette question n'est pas seulement un débat pour l'avenir, c'est aussi un débat pour le présent ».

« La croissance faible est au cœur de la crise qui frappe les pays industrialisés : depuis plusieurs décennies, certains ont choisi de creuser les déficits pour maintenir leurs modèles sociaux, dans l'attente d'un retour de la croissance forte ; d'autres ont laissé les inégalités se creuser et les plus vulnérables s'endetter. Ces deux voies se révèlent insoutenables à long terme ».

- **AU TRAVAIL**

« Est-ce si important de savoir si la protection de l'environnement va conduire à plus ou moins de croissance ? Pourquoi ne pas être a-croissant, agir ? et voir ce qu'il en est de notre PIB *in fine* ? Cette question est légitime. Mais il importe de discuter des impacts macroéconomiques de la raréfaction de certaines ressources ou des politiques environnementales pour au moins deux raisons ».

« Tout d'abord, si elles prolongent l'atonie de la croissance dans la plupart des pays industrialisés depuis des décennies, il faut adapter nos politiques économiques et sociales à la perspective d'une croissance durablement faible. Deuxièmement, ce débat entre décroissants et croissantistes verts peut se révéler utile à la **transition écologique*** en ouvrant de nouvelles pistes de réflexion et de travail sur les éléments clefs du découplage, les NTIC ou la mondialisation ».

[* **Transition écologique** : d'après Wikipédia « Le concept de transition écologique, créé par [Rob Hopkins](#), regroupe¹ un ensemble de principes et de pratiques formées à partir des expérimentations et des observations d'individus, de groupes, de villages, villes ou communes, lorsqu'ils ont commencé à travailler sur les problématiques de [résilience](#) locale, d'[économie en boucle](#) et de [réduction des émissions de CO2](#).

Ces principes ont été déclinés dans les domaines de l'agriculture ([permaculture](#)), les usages dans les villes (avec le mouvement des [villes en transition](#)) ou plus généralement avec le principe de [résilience](#). Les concepts et méthodes de la transition écologique sont regroupés dans l'ouvrage de Rob Hopkins, [Le manuel de Transition de Rob Hopkins : de la dépendance au pétrole à la résilience locale](#). .. L'article complet est à lire sur le site suivant : http://fr.wikipedia.org/wiki/Transition_%C3%A9cologique]

« La communauté de la croissance verte part avec une longueur d'avance. Les responsables politiques donnent aujourd'hui la priorité à la croissance sur les dimensions environnementale et sociale du développement, et sont donc sensibles à l'idée selon laquelle la protection de l'environnement est compatible, voire renforce l'augmentation du PIB. En pointant du doigt les difficultés à découpler croissance et pollution, la communauté décroissante nous questionne néanmoins sur nos priorités ».

« Toutes les mesures de protection de l'environnement ne sont pas « gagnant-gagnant ». La protection du triton crêté et des paysages n'est pas nécessairement bonne pour la croissance du PIB, pas plus que ne l'est l'objectif de 2°C d'augmentation maximale de la température mondiale pour la croissance de court terme. La difficulté pour les responsables politiques est dès lors d'assumer les contradictions et le [temps long](#), et de proposer, étant donné les incertitudes sur l'avenir de la croissance, un « récit positif » pour notre société, un nouvel idéal de progrès qui ne soit pas construit sur des espoirs de croissance démesurés. C'est leur responsabilité ».

[Contribution reproduite avec l'aimable autorisation de l'auteur [Damien Demailly](#) en date du 6 janvier 2014]. Source : <http://www.iddri.org/Publications/Croissance-verte-vs.-decroissance-sortir-d-un-debat-sterile>

Conclusion :

Une croissance élevée et continue dans les pays occidentaux au cours des prochaines années, peut-être des prochaines décennies, apparaît comme une chimère historique, qu'agitent encore les nostalgiques des 'Trente glorieuses' (Voir l'article « [Oublions les 'trente glorieuses', une prospérité sans croissance est possible](#) », Journal 'Le Monde' du 08.12.2013). Il a été noté qu'une décroissance s'est déjà installée progressivement et sans doute durablement dans les pays de la zone d'influence de l'OCDE.

D'après de récentes analyses, il semble que l'opposition jusqu'ici solidement argumentée et tenace entre décroissance et croissance verte, soit bel et bien en train de devenir obsolète, compte tenu du contexte de la mondialisation, de la place tenue par les pays émergents, de la croissance démographique qui se poursuit dans certains pays, en bref en prenant en considération la situation géopolitique actuelle.

De nouveaux rapports transnationaux, comme par exemple la forme de coopération mise en place entre certains pays, dont le Danemark et la Corée du Sud, peuvent inspirer aussi bien les dirigeants des Etats-nations que les responsables politiques de territoires plus restreints, préoccupés par les questions d'identité et d'autonomie, telles par exemple que les mises en œuvre entamées dans les régions françaises '[Poitou-Charentes](#)' et '[Nord-Pas de Calais](#)'.

Dans une page spéciale, dénommée 'Décryptages', le journal 'Le Monde' du 7 janvier 2014 page 4, s'interroge sur un modèle de développement durable pour la France. [Xavier Timbeau](#), directeur du département analyse et prévision à l'Observatoire français des conjonctures économique (OFCE), rappelle une évidence capitale et indiscutable (que tentent pourtant encore de contredire certains [climatosceptiques appointés](#)) : « Réduire les émissions de CO₂ est un impératif mondial ». Quant à [Dominique Bourg](#), philosophe, professeur à l'Université de Lausanne, vice-président

de la Fondation Nicolas Hulot, il titre son papier « **Promouvoir l'innovation high et low-tech** », en formulant une proposition hardie selon laquelle « On pourrait imaginer que la contrepartie à l'action protectrice de l'état soit l'incitation à l'appropriation coopérative et mutualiste des entreprises ». Enfin, **Daniel Cohen**, économiste, membre du conseil de surveillance du Monde, introduit sa contribution avec une formule péremptoire « **Affranchissons-nous de notre dépendance à la croissance** ».

Tous les éléments de connaissances et des retours d'expériences sont disponibles et suffisent déjà à éclairer les gouvernants, les opérateurs économiques, les militants de la société civile, ainsi que les populations diverses et variées, chacun sur son territoire et dans son domaine d'activité, pour engager de toute urgence les actions correctives et anticipatrices qui s'imposent ; en ayant le souci du 'temps long', mais comme le précise **Françoise Gri** sur son blog « **Le temps long n'est pas le temps lent !** », et sans oublier le fardeau que nous devrions laisser aussi léger que possible pour les générations futures sur notre monde, la planète Terre, **finie en dimensions et limitée en ressources naturelles** rares et non renouvelables que nous devons apprendre à mieux gérer et à recycler avec soin, dans le cadre d'une **économie circulaire** 'naturophile'.

Finalement, les concepts de transition énergétique et de croissance verte résultent d'une prise de conscience qui s'est opérée à partir du constat du réchauffement planétaire et du changement climatique, que nous pourrions mieux exprimer sous le terme de 'dérèglements climatiques'. Les émissions de gaz à effet de serre sont considérées comme responsables du phénomène global observé.

L'accent a été mis sur les émissions de CO₂. Mais d'autres gaz sont également en jeu (méthane, protoxyde d'azote, composés fluorés industriels, vapeur d'eau, etc... Cela conduit progressivement à des politiques dites de **décarbonisation** (ou décarbonation).

Mais l'ampleur des phénomènes considérés et les solutions qui s'imposent d'urgence sont essentiellement basées sur la prise en compte des gaz à effet de serre en général, et surtout des émissions de CO₂.

Or l'augmentation de ces dernières est conjointe à un appauvrissement de notre atmosphère en oxygène O₂ et ce phénomène concomitant n'est pas encore suffisamment pris en compte au plan écologique : voir en détail l'article suivant : "La diminution des teneurs en oxygène O₂ est plus rapide que l'augmentation des émissions de CO₂ - Implications pour les politiques sur les changements climatiques" par la Dr Mae-Wan Ho. Traduction et compléments de Jacques Hallard, samedi 27 février 2016 - ISIS Climat. « Les nouveaux résultats de recherches montrent que l'appauvrissement en oxygène dans l'atmosphère s'accélère depuis 2003 et qu'il coïncide avec l'essor des biocarburants ; concernant le climat, les orientations politiques, lesquelles se concentrent exclusivement sur la séquestration du carbone, pourraient être désastreuses pour l'ensemble des organismes vivants, y compris pour les êtres humains, qui ont besoin d'oxygène pour leur respiration... » Lire l'article complet sur le site : <http://www.isias.lautre.net/spip.php?article475>

[Retour au sommaire de notre article initial](#)

Accès à d'autres sources actualisées sur la croissance verte

[Sélection à l'aide de Google le 22 mars 2016]

[Qu'est-ce que la croissance verte et comment peut-elle ...](#) [www.oecd.org](#) > ... >
Croissance verte et développement durable

La croissance verte est à la jonction de ces deux défis et vise à exploiter les possibilités de faire face à l'un comme à l'autre. La croissance verte signifie ...

[Qu'est ce que la croissance verte ? - Andlil](#) [www.andlil.com](#) > Blog Economie et Société

On a beaucoup parlé de la croissance verte ou d'économie verte lors du Grenelle de l'Environnement mais avec l'arrivée de la "crise" au premier rang des ...

[« La "croissance verte" est une mystification absolue »](#) [reporterre.net/La-croissance-verte-est-une-mystification-absolue](#)

16 juin 2015 - Auteur de L'âge des Low Tech. Vers une civilisation techniquement soutenable, l'ingénieur Philippe Bihoux alerte sur l'épuisement croissant ...

[La transition énergétique pour la croissance verte ...](#) [www.gouvernement.fr/.../la-transition-energetique-pour-la-croissance-ve...](#)

14 janv. 2016 - La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte s'applique dès aujourd'hui

[\[Environnement\] Ségolène Royal à Marseille pour soutenir la ...](#) [GoMet'](#)-21 mars 2016

Au programme : la « croissance verte et la croissance bleue » avec le lancement de la route solaire, la lutte contre la pollution de plastiques en ...

[Environnement : Ségolène Royal en visite à Marseille](#)
Francetv info-il y a 22 heures

[Ségolène Royal pose la première dalle de la route de briques ...](#)
Batiactu-il y a 16 heures

[Lancement du programme des 1.000 kms de route solaire en France](#)
Enerzine-il y a 52 minutes

[Croissance verte : l'agglomération s'engage](#) [ladepeche.fr](#)-27 févr. 2016

1,5 million d'euros seront investis pour la croissance verte à Muretain-Agglomération (ex-communauté d'agglomération du muretain) avec notamment la ...

[500 000 € pour la croissance verte](#) [ladepeche.fr](#)-21 févr. 2016

Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) centre ouest Aveyron, labellisé «territoire à énergie positive pour la croissance verte», a obtenu ...

[Sept villes aveyronnaises investissent dans les énergies vertes](#)

Centre Presse Aveyron-21 févr. 2016

[Croissance verte](#) Environnement Magazine-10 mars 2016

Alterea, société d'ingénierie spécialisée dans l'énergie et le bâtiment, annonce l'ouverture d'une campagne de recrutements sur toute la ...

[Sur la voie de la " croissance verte "](#) la Nouvelle République-14 mars 2016

Lors du conseil de jeudi (NR du 12 mars), la communauté de communes du Romorantinais et du Monestois s'est penchée sur l'appel à projet ...

[Soutenir la croissance verte en Asie du Sud-Est](#) CDE Observateur-23 févr. 2016

Mais la croissance verte exige beaucoup d'investissements, notamment dans les infrastructures. Singapour et la Malaisie pourront probablement mobiliser un ...

[La croissance verte, une opportunité pour accélérer l ...](#) StarAfrica.com-2 mars 2016

La croissance verte constitue une opportunité pour accélérer l'industrialisation en Afrique en prenant en considération les changements ...

[Croissance verte : l'Afrique a le plus grand réservoir de ...](#)

Le Matin DZ-2 mars 2016

[Objectif « croissance verte » dans le Val-d'Oise](#) Les Échos-23 févr. 2016

C'est la deuxième vague de contractualisation pour les « territoires à énergie positive pour une croissance verte ». Considérés dans un ...

[Une vision écosystémique pour une croissance verte](#) libération-14 mars 2016

Des panélistes ont plaidé, récemment à Marrakech, pour une vision écosystémique qui favorise la croissance verte et respecte ...

[**Retour à la Loi française de transition énergétique pour la croissance verte**](#)

[**Retour au début du document**](#)

Auteur : [**Jacques HALLARD**](#), Ingénieur CNAM, consultant indépendant - 22/03/2015 Avec l'aide de Christiane Hallard-Lauffenburger, ancienne professeure des écoles

Site [**ISIAS**](#) = Introduire les Sciences et les Intégrer dans des Alternatives Sociétales

[**http://www.isias.lautre.net/**](http://www.isias.lautre.net/)

Adresse : 585 Chemin du Malpas 13940 Mollégès France

Courriel : [**jacques.hallard921@orange.fr**](mailto:jacques.hallard921@orange.fr)

Fichier : ISIAS Economie Ecologie Croissance verte Promulgation de la Loi française de transition énergétique pour la croissance verte.6
